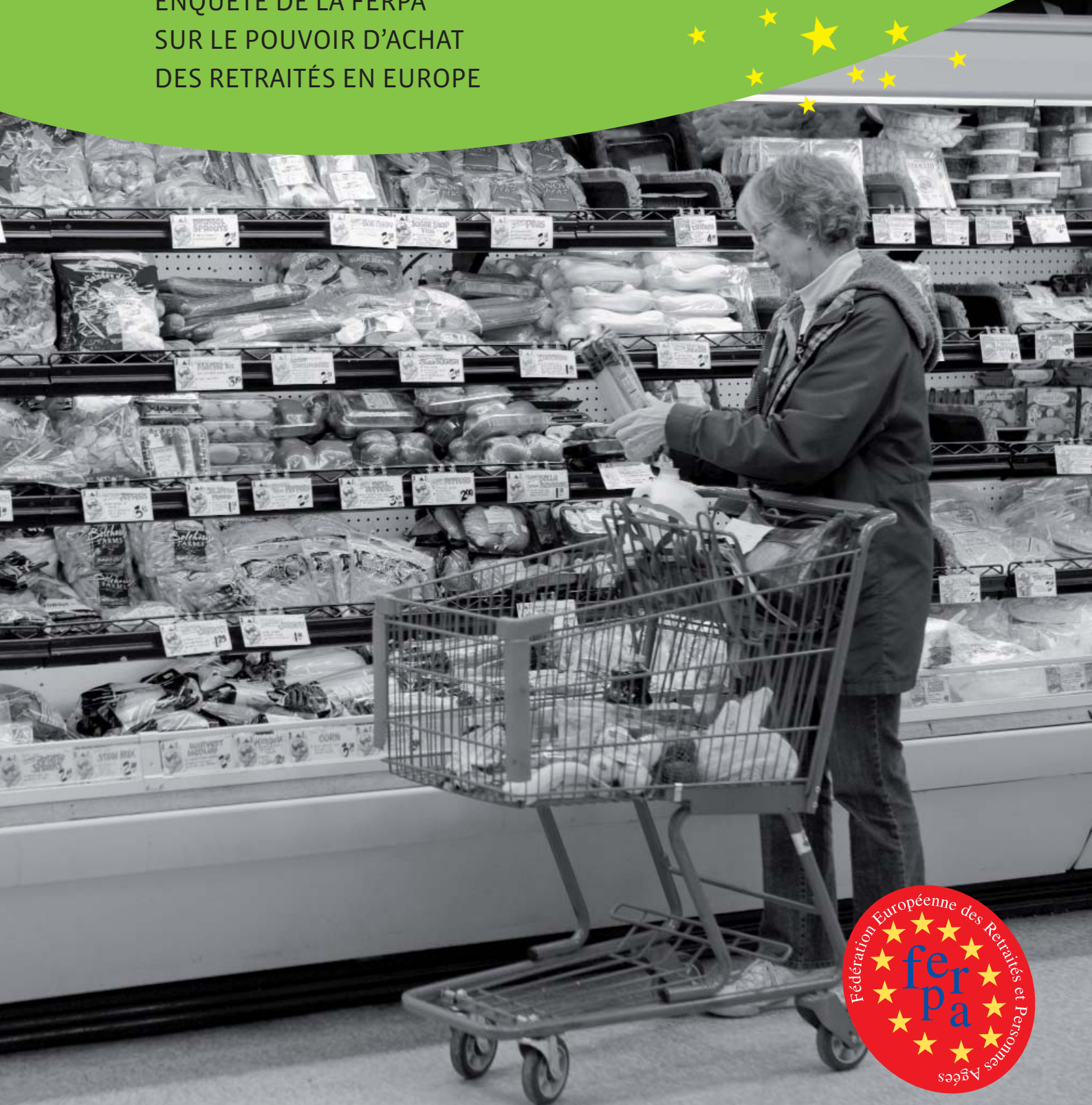


Vivre en Europe en tant que retraité : Combien ça coûte ?

ENQUÊTE DE LA FERPA
SUR LE POUVOIR D'ACHAT
DES RETRAITÉS EN EUROPE





avec la collaboration de Marco Cilento

Mars 2009, Bruxelles



Sommaire

Introduction	3
1. Le scénario international et quelques réflexions liminaires	4
2. Tendances de la consommation et du coût de la vie en Europe	9
3. Observatoire syndical: examen des situations nationales.	18
BELGIQUE	18
CHYPRE	18
FRANCE	19
IRLANDE	20
ITALIE	20
LUXEMBOURG	21
ROUMANIE	22
ROYAUME-UNI	23
ESPAGNE	24
HONGRIE	26
4. La consommation et le pouvoir d'achat du revenu de retraite	28
5. Conclusions	34



Introduction

Un an après une précédente publication intitulée "Le pouvoir d'achat des pensions en Europe", la FERPA met à disposition de ses membres et à l'ensemble de la communauté socio-politique internationale une nouvelle étude de recherche avec le titre significatif et ambitieux de: "Vivre en Europe en tant que retraité: Combien ça coûte?"

La nouvelle étude est bien évidemment complémentaire à la précédente, mais possède tout de même ses propres particularités. Après avoir étudié et rassemblé des données sur l'importante perte du pouvoir d'achat, nous avons décidé de lancer cette étude de recherche dans l'objectif de comprendre comment le revenu familial des personnes âgées était affecté par l'augmentation des prix des biens et services essentiels dans la vie quotidienne.

Nous avons donc utilisé un questionnaire pour évaluer l'opinion des membres de la FERPA "sur le terrain" et pour compiler et comparer les résultats avec les données et statistiques officielles tant bien au niveau national qu'au niveau européen.

Nous avons reçu de nombreuses réponses hautement qualifiées qui nous ont permis de réaliser une étude qualitative, accompagnée de données et de tableaux, que le lecteur trouvera dans ce document.

Nous n'avons pas anticipé (et personne n'aurait été en mesure de le faire) la crise financière et économique qui a éclaté en l'automne de 2008, dont les conséquences échappent encore à un contrôle systématique et consolidés - en particulier en termes de perspectives d'avenir, de durée, d'étendue et des répercussions sur les budgets des familles et, par extension, sur leur niveau de vie.

Cet événement, toutefois, ne remet pas en cause les résultats du rapport. Au contraire, le rapport fournit une analyse transversale fiable et informée, à jour jusqu'à quelques mois les plus récents.

L'indication la plus directe est que face à une tendance à l'augmentation constante des coûts fondamentaux, les budgets familiaux sont confrontés à l'incertitude et sont pleines de risques. Les personnes âgées sont confrontées à un monde "économique" qui les laisse perplexes et qui montre des raisons de s'inquiéter.

L'on entend beaucoup parler de l'explosion démographique: les gens vivent plus longtemps et l'espérance de vie ne cesse d'augmenter. Mais dans quelles conditions les retraités et les personnes âgées vivront-ils dans les prochaines années?

Nul ne sait en ce moment. Avec cette étude de recherche, la FERPA souhaite attirer l'attention sur un problème de la vie quotidienne, mais qui est souvent ignoré par les politiciens et les gestionnaires de l'intérêt général. En outre, tout le monde n'est pas couverte de la même manière les dispositions de protection varient considérablement d'un pays à l'autre, et d'un groupe social à l'autre, les femmes ayant une espérance de vie plus longue mais vivent dans des conditions économiques beaucoup plus graves que celles les hommes; certains services (le logement, la santé, l'énergie) empiètent de plus en plus sur les maigres ressources des retraités.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué activement à cette étude, qui vise à jeter davantage de lumière sur les problèmes imminents, et de faire appel aux pouvoirs politiques de mener des actions courageuses, au niveau national et européen, afin de surmonter les difficultés auxquelles sont confrontés les citoyens plus âgés dans la recherche d'une vie décente.

La FERPA deviendra le défenseur de ces demandes, dans chaque forum, à commencer par la diffusion de cette publication parmi tous les organismes institutionnels.

Bonne lecture.

Bruno Costantini

Secrétaire général de la FERPA

1. Le scénario international et quelques réflexions liminaires

Les cinq dernières années ont vu une économie mondiale en bonne santé, avec une croissance soutenue dans le monde entier. Ce phénomène a leurré beaucoup de monde quant aux avantages de la mondialisation et a donné confiance à la stance néolibérale.

La croissance exponentielle témoignée par les pays émergents a donné de l'espoir à la lutte contre la pauvreté et certains pays qui abritent une grande partie de la population mondiale, de la Chine à l'Inde au Brésil, ont réussi à améliorer le niveau de vie de leurs citoyens. Les distorsions dans la répartition de la richesse causées par l'application stricte de l'orthodoxie néolibérale ont été « durables » car elles sont cachées par les nombreux avantages d'une croissance forte, qui permettent en réalité à un plus grand nombre d'en bénéficier.

Le paradigme néo-libéral a aussi fait que gouvernance du monde commercial a été mise au service des grandes sociétés financières. Ces dernières ont acquis des parts de pouvoir aux dépens des institutions gouvernementales. Cela a eu pour effet de se détourner du système embryonnaire du gouvernement mondial, sinon de l'hypothétique structure du gouvernement, certainement selon les catégories conceptuelles qui définissent le parcours de la démocratie. Il suffit de penser à l'incapacité des institutions internationales à régir le marché mondial ou à établir, de temps à autre, des mesures globales partagées, de l'OMC à Kyoto et d'autres institutions mondiales.

Les syndicats européens et internationaux ont souvent dénoncé ce modèle de gouvernement mondial incapable de donner la parole à des particuliers ou à des citoyens, des travailleurs, les consommateurs – en somme tous ceux qui dépendent de diverses manières d'une répartition équitable de la richesse produite par l'économie de marché pour leur qualité de vie.

L'Europe aussi – tout en enregistrant des performances inférieures à celles constatées dans d'autres régions du monde – a connu une période d'expansion économique qui a compensé la croissance compétitive par l'augmentation du taux d'emploi. Le taux de chômage a baissé au cours des cinq dernières années et est maintenant estimé à 6,9% (7,4% dans la zone euro) tandis qu'il était de 8% en 2002¹.

Pourtant, le mécontentement social est perceptible et grave et, comme nous le verrons sous peu, se répercute de par l'entière de la "vieille" Europe des 15. Il existe un sentiment d'aversion envers les phénomènes liés à la mondialisation, qui sont de plus en plus perçus comme une menace. Les institutions européennes ont fait valoir à maintes reprises que la perception d'une détérioration des conditions de vie et de travail des citoyens ne reflétait en aucun cas la situation réelle. La Commission européenne a affirmé à plusieurs reprises, avec le confort des chiffres, les avantages d'une économie ouverte quand elle traite des questions

¹ Les données se rapportent au rapport "L'emploi en Europe" 2008 de la Commission européenne. Voir: <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=119&langId=fr>



de restructuration, quand elle met l'accent sur la responsabilité sociale des entreprises, quand on parle des différences inacceptables du dumping social entre les différentes zones géographiques de l'Union.

Mais est-ce seulement une question de perception ? Ou y a-t-il quelque chose de réel derrière le malaise général des citoyens européens ?

La société civile organisée, porteuse des intérêts autres que ceux de la production ou encore ceux du monde des affaires, dénonce une forte baisse de la qualité de la vie, de l'accès à la richesse et aux opportunités de revenus. Elle rapporte cette baisse non seulement comme une menace, mais comme une perte déjà avenue et déploiera ses propres mécanismes de défense.

À cet égard, l'analyse de quelques données pourrait s'avérer utile.

L'inégalité des revenus a augmenté dans la plupart des pays occidentaux industrialisés (source OCDE 2008) en particulier depuis le milieu des années 80 suivant une tendance constante jusqu'à aujourd'hui. Si nous analysons les revenus du segment de la population mondiale qui se trouve dans la tranche de revenus supérieure (qui représente 10% de la population mondiale) et ceux de la tranche la plus inférieure (c'est-à-dire les 10% de la population qui se situent à l'autre bout extrême de l'échelle), nous constaterons que le revenu de la population plus riche est de 9 fois plus élevé que celui de la tranche de population plus pauvre.

Les pays affichant la plus grande disparité sont les Etats-Unis, le Mexique et la Turquie. Les Etats-Unis continue de produire l'inégalité à un rythme soutenu, mais l'Europe a également enregistré un fort déplacement de la richesse vers les classes aisées.

La pression sur la consommation ne peut pas être attribuée uniquement à l'absence de croissance, mais aussi aux modes de répartition de la richesse existante.

À la lumière de ce raisonnement, certaines revendications sociales paraissent donc pleinement justifiées. La récente campagne de la CES sur les salaires introduit des demandes pour la récupération d'un pouvoir d'achat du travail rémunéré déjà sanctionné et non simplement menacé.

Dans ce sens, les économistes soulignent d'autres phénomènes économiques socialement inquiétants.

Nous venons de voir comment s'agrandit la division entre les segments les plus riches et les plus pauvres en Europe. En outre, la taille des groupes des riches, des pauvres et de la classe moyenne est constante dans le temps, ce qui signifie qu'il y a un manque de mobilité entre les différentes catégories sociales en Europe.

La situation des plus pauvres continuera de s'aggraver, et les plus riches continueront d'accumuler des richesses, mais aucune variation évidente n'est enregistrée dans la condition de la classe moyenne.

Les facteurs derrière cette stabilité sont dérivés principalement de la difficulté croissante pour les plus pauvres d'accéder à l'éducation et la formation professionnelle. Les économistes soulignent la profonde disparité entre la capacité d'accès des personnes défavorisées à des postes de pouvoir dans les institutions et dans les entreprises. Les sièges du gouvernement sont l'apanage des groupes les plus riches, alimentant de cette manière le processus de séparation entre les tranches riches et pauvres de la population.

La répartition équitable de la richesse demeure un défi difficile à relever en raison du peu de consensus entre l'urgence des besoins de ceux qui souffrent et l'instinct de conservation du pouvoir de ses titulaires.

Les impératifs du libéralisme continuent à influencer la gouvernance des institutions nationales et surtout des institutions internationales.

Les événements de ces derniers temps, marqués par la grande crise financière provenant des Etats-Unis qui est en train d'investir le monde, laissent présager la fin d'un cycle qui nécessitera la création de nouveaux paradigmes économiques. La recherche d'un consensus mondial et les nouvelles décisions politico-économiques exigeront des années avant de produire leurs effets. L'économie mondiale souffre désormais une phase de récession à laquelle les gouvernements cherchent à apporter une réponse coordonnée.

La baisse du pouvoir d'achat du travail salarié résultant d'une répartition inégale de la richesse a été alimentée par une forte pression inflationniste causée par l'augmentation des prix des matières premières. Beaucoup pensent que l'augmentation du prix de ces dernières est le résultat des jeux de spéculation des grandes sociétés financières, étant donné l'apparente impuissance des centres de gouvernement politique. En effet, les Etats-Unis souffrent de la volatilité des prix de certains biens fondamentaux tels que le carburant et les céréales. Ces derniers ont été en mesure de mettre en œuvre uniquement des palliatifs pour faire face à une augmentation des prix et réduire la compétitivité de l'économie nationale.

Le phénomène a révélé les limites sur le long terme d'un gouvernement, qu'il soit mondial ou régional, qui n'est pas très efficace et pas très concerné par les valeurs démocratiques.

Il ne reste qu'à gérer les effets dans la communauté d'une période économique qui a changé les équilibres internes, les habitudes et les attentes des personnes.

Les futures décisions concernant la politique économique de l'Europe seront plus complexes car elles devront être mesurées contre certains phénomènes, qui existent aussi à l'échelle mondiale, qui nécessitent une réponse de la part des instances nationales et internationales du gouvernement. Parmi eux, le déclin démographique, celui-ci nécessite la prise de décisions importantes dans la mise en œuvre de politiques visant d'une part à arrêter la tendance négative, et visant d'autre part la création des conditions nécessaires pour assurer la viabilité des systèmes de retraite et de sécurité sociale.

La population européenne est destinée à se réduire, et en particulier dans la catégorie des travailleurs. Le nombre de personnes âgées entre 15 et 65 ans dans l'UE-27 diminuera de 16%, entraînant la création d'une faiblesse dans le marché du travail que même la migration ne sera en mesure de combler.

Il existe donc de nombreux facteurs qui poussent notre société à changer nos habitudes, notre consommation, et donc aussi nos coutumes.

Cette enquête se concentrera sur l'évolution des prix de certains biens et services, et la manière dont ces tendances affectent les consommateurs. Cette dernière catégorie est très importante et sera filtrée pour mettre en évidence les problèmes spécifiques des retraités.

Les politiques de rémunération sont souvent destinées aux travailleurs. Certaines concernent directement les retraités. Tout d'abord, l'évolution des salaires a un effet sur la capacité d'épargne pour les régimes de pension à la fois publics et privé, et donc sur les attentes de revenus.

Les politiques actives pour l'extension des carrières ont également eu un effet sur la vie des futurs retraités et leurs attentes de revenu. Les politiques familiales pourraient changer les

besoins d'assistance et changer la nécessité d'allouer des revenus pour l'assistance aux personnes âgées.

Non seulement la situation des personnes actuellement retraitées n'est-elle pas résolue, mais aussi le sort des futurs retraités persistera-t-il si le gouvernement de la Communauté européenne, de concert avec les gouvernements nationaux, ne se donne pas les moyens de répondre efficacement aux défis décrits ci-dessus.

A travers ce rapport, nous avons essayé de réfléchir à certains éléments essentiels des dépenses des personnes retraitées: coût du combustible pour le chauffage et l'énergie, le logement (loyer), la nourriture et les transports publics.

Le premier élément à l'étude sera l'inflation. Cet article nous permet d'évaluer dans quelle mesure l'une des composantes du panier conduira à une augmentation du pouvoir d'achat ou un simple changement dans les dépenses d'un article du panier vers un autre, en laissant inchangée la capacité des personnes retraitées d'accéder à ces biens.

Le chiffre d'inflation ne doit pas être trompeur. De nombreux rapports nationaux ont mis en évidence le fait que le panier de consommation change en fonction de la capacité de dépense de l'individu, parfois pour faire conformer le panier à la réalité, parfois pour régler le paramètre de l'inflation avec les préoccupations politiques contingentes.

Les classes inférieures souffrent davantage de l'augmentation des prix des biens ou des services considérés comme essentiels et, par conséquent, perçoivent une plus grande charge au niveau de l'inflation que les chiffres officiels ne révèlent. Ce n'est pas seulement une question de statistiques. Le déséquilibre de la croissance de certaines composantes du panier peut conduire à une véritable paupérisation de certains groupes sans pour autant être enregistrée en tant que telle dans les moyennes nationales.

Tableau 1 : L'inflation dans les États membres.

Sorico 1997 – 2008 (Eurostat, 2008)

Annual average rate of change in Harmonized Indices of Consumer Prices (HICPs)												
geo\time	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Unione europea	1.7	1.3	1.2	1.9	2.2	2.1	2.0	2.0	2.2	2.2	2.3	3.7
Euro area	1.6	1.1	1.1	2.1	2.3	2.2	2.1	2.1	2.2	2.2	2.1	3.3
Belgio	1.5	0.9	1.1	2.7	2.4	1.6	1.5	1.9	2.5	2.3	1.8	4.5
Danimarca	2.0	1.3	2.1	2.7	2.3	2.4	2.0	0.9	1.7	1.9	1.7	3.6
Germania	1.5	0.6	0.6	1.4	1.9	1.4	1.0	1.8	1.9	1.8	2.3	2.8
Irlanda	1.3	2.1	2.5	5.3	4.0	4.7	4.0	2.3	2.2	2.7	2.9	:
Grecia	5.4	4.5	2.1	2.9	3.7	3.9	3.4	3.0	3.5	3.3	3.0	4.2
Spagna	1.9	1.8	2.2	3.5	2.8	3.6	3.1	3.1	3.4	3.6	2.8	4.1
Francia	1.3	0.7	0.6	1.8	1.8	1.9	2.2	2.3	1.9	1.9	1.6	3.2
Italia	1.9	2.0	1.7	2.6	2.3	2.6	2.8	2.3	2.2	2.2	2.0	3.5
Cipro	3.3	2.3	1.1	4.9	2.0	2.8	4.0	1.9	2.0	2.2	2.2	4.4
Lussemburgo	1.4	1.0	1.0	3.8	2.4	2.1	2.5	3.2	3.8	3.0	2.7	4.1
Ungheria	18.5	14.2	10.0	10.0	9.1	5.2	4.7	6.8	3.5	4.0	7.9	6.0
Olanda	1.9	1.8	2.0	2.3	5.1	3.9	2.2	1.4	1.5	1.7	1.6	2.2

geo\time	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
► Austria	1.2	0.8	0.5	2.0	2.3	1.7	1.3	2.0	2.1	1.7	2.2	3.2
Polonia	15.0	11.8	7.2	10.1	5.3	1.9	0.7	3.6	2.2	1.3	2.6	4.2
Portogallo	1.9	2.2	2.2	2.8	4.4	3.7	3.3	2.5	2.1	3.0	2.4	2.7
Romania	154.8	59.1	45.8	45.7	34.5	22.5	15.3	11.9	9.1	6.6	4.9	7.9
Slovenia	8.3	7.9	6.1	8.9	8.6	7.5	5.7	3.7	2.5	2.5	3.8	5.5
Slovacchia	6.0	6.7	10.4	12.2	7.2	3.5	8.4	7.5	2.8	4.3	1.9	3.9
Finlandia	1.2	1.3	1.3	2.9	2.7	2.0	1.3	0.1	0.8	1.3	1.6	3.9
Svezia	1.8	1.0	0.5	1.3	2.7	1.9	2.3	1.0	0.8	1.5	1.7	3.3
Regno Unito	1.8	1.6	1.3	0.8	1.2	1.3	1.4	1.3	2.1	2.3	2.3	:
Turchia	85.6	82.1	61.4	53.2	56.8	47.0	25.3	10.1	8.1	9.3	8.8	10.4

Comme nous allons le voir, les prix de certaines catégories de biens et de services évoluent à un taux sensiblement supérieur au taux d'inflation. Alors que les politiques budgétaires des États Membres, coordonnées par l'Union européenne, ont permis une réduction constante du taux d'inflation dans tous les pays, nous voyons que le coût de la nourriture et de l'énergie subit une croissance plus intense. Le calcul de l'inflation dépend fortement du panier de biens utilisé comme référence. Dans chaque pays, le calcul de l'inflation est l'objet de débats et soumis à des interventions politiques. Il serait très compliqué de reprendre le cours des indices du coût de la vie ou de l'adéquation des pensions dans chacun des États Membres de l'UE. Ce rapport fourni ci-dessous un aperçu de l'expérience britannique, à titre d'exemple, et souligne certaines tendances communes à d'autres pays. Quelques références sont ensuite faites par rapport aux tableaux nationaux.

Une des hypothèses que nous pouvons avancer suivant l'analyse des données recueillies dans le présent rapport, est que la détérioration de plus en plus enregistrées dans la qualité de vie des retraités en Europe est due à la perte du pouvoir d'achat ou des sources de revenu complémentaires pour les travailleurs non actifs dans le marché du travail. La perte de pouvoir d'achat ne peut pas être expliquée uniquement par l'aggrégation maximale de l'inflation.

Le rapport donne des directives générales sur la façon dont le coût de la vie pour une personne âgée est le résultat d'une combinaison de facteurs, notamment: l'évolution des prix des biens et des services, des facteurs subjectifs tels que la confiance et la propension à la consommation et l'épargne, et des politiques plus larges orientées sur les possibilités de revenu pour les personnes âgées.

2. Tendances de la consommation et du coût de la vie en Europe

Le tableau ci-dessous montre le taux d'inflation attribuable à différentes catégories basées sur les calculs d'Eurostat. Le tableau ci-dessous est donné comme référence pour déterminer la reconnaissance officielle de l'évolution des prix de certains produits étudiée dans le reste de cette recherche.

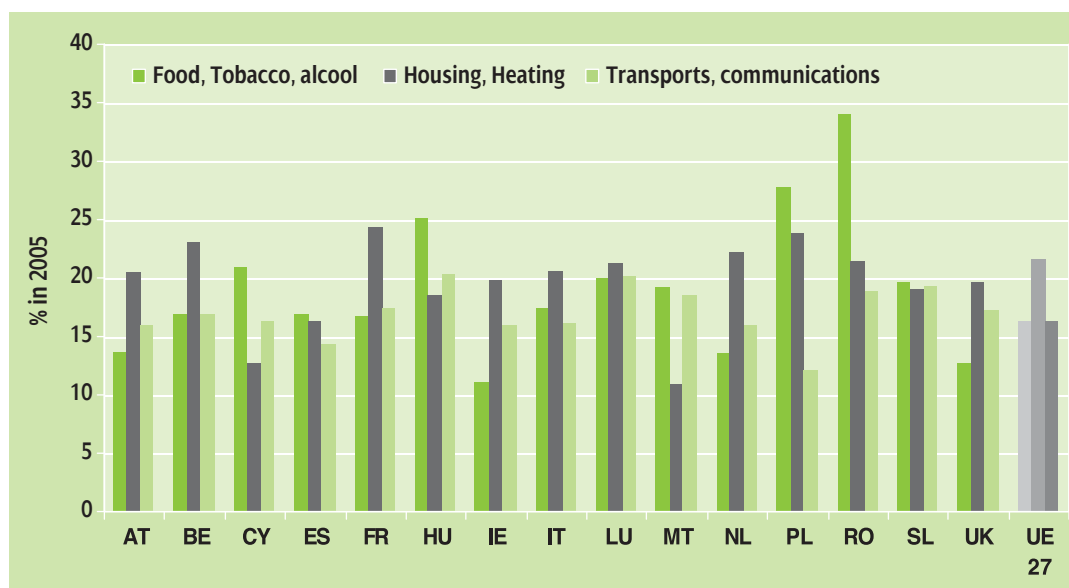
Tableau 2: Inflation par aggrégation des dépenses en Europe (Eurostat, 2008)

		Annual rates					12 months average rates
Euro area (MUICP)	Weight used in 2008	May 08 May 07	Apr 08 Apr 07	Mar 08 Mar 07	Feb 08 Feb 07	May 07 May 06	May 08-07 May 07-06
00 All-items	1000.0	3.7p	3.3	3.6	3.3	1.9	2.8p
01 Food 157.8	6.4p	6.0	6.2	5.8	2.1	4.3p	
02 Alcohol and tobacco	37.2	3.4p	3.2	3.1	3.0	3.6	3.1p
03 Clothing	68.3	0.7p	0.8	1.0	1.0	1.3	0.9p
04 Housing	153.0	5.7p	4.8	4.4	4.0	2.2	3.5p
05 Household equipment	70.1	2.0p	2.2	2.2	2.1	1.6	1.9p
06 Health	40.5	1.6p	1.6	1.6	1.5	1.8	1.6p
07 Transport	156.6	5.9p	4.8	5.6	5.4	1.6	4.1p
08 Communications	32.9	-1.7p	-1.6	-1.5	-3.1	-1.8	-1.9p
09 Recreation and culture	96.8	0.1p	-0.4	0.6	0.0	0.2	0.1p
10 Education	10.4	3.7p	3.6	9.6	9.6	9.2	8.4p
11 Hotels and restaurants	92.8	3.3p	3.2	3.6	3.3	3.2	3.3p
12 Miscellaneous	83.6	2.4p	2.4	2.4	2.3	2.3	2.3p
All-items -excl. energy	901.9	2.6p	2.5	2.8	2.5	2.0	2.3p
-excl. energy, FoodAlcTob*	706.8	1.7p	1.6	2.0	1.8	1.9	1.8p
-excl. energy, unproc. food	825.8	2.5p	2.4	2.7	2.4	1.9	2.2p
-excl. energy, seas. food	862.6	2.5p	2.4	2.7	2.5	2.0	2.3p
-excl. tobacco	977.4	3.7p	3.3	3.6	3.3	1.8	2.8p
Energy 98.1	13.7p	10.8	11.2	10.4	0.3	7.0p	
FoodAlcTob*	195.0	5.7p	5.4	5.6	5.2	2.4	4.1p

Les données qui seront ensuite décrites et présentés dans ce chapitre ont été rassemblées par l'OCDE.

Le premier tableau illustre le poids des différents groupes (dépenses sur les denrées alimentaires et le chauffage, le transport et la communication) sur les revenus des ménages dans un échantillon de pays européens.

Tableau 3: Impact de la consommation sur le revenu (OCDE, 2008)



Les pays ayant un revenu par habitant inférieur témoignent un plus grand impact des dépenses pour l'alimentation et l'énergie sur le revenu, en raison de l'effet des biens essentiels. Ces derniers constituent un élément d'analyse que nous devons garder à l'esprit afin de comprendre pleinement les effets qu'ont l'augmentation des prix à la consommation sur le comportement des individus ainsi que sur la composition du panier. C'est un exercice de base en économie, mais très utile pour avoir un aperçu de la situation actuelle.

Il faut noter, par exemple, que dans des pays comme la Pologne et la Roumanie, les dépenses relatives à l'alimentation et l'énergie absorbent plus de la moitié du revenu annuel, alors que la moyenne européenne est de moins de 40%.

Il est également utile de retenir que les données enregistrées par l'OCDE diffèrent de ce qui est indiqué par les organisations comme la FERPA qui ont participé à l'étude de recherche. Les différences sont parfois considérables. Par exemple, les données fournies par les organisations nationales de la FERPA en Irlande et en Chypre diffèrent grandement de celles données dans le tableau ci-dessus. En Irlande, le syndicat indique que l'impact des dépenses énergétiques se situe à plus de 50% contre les 19,8% rapportés par l'OCDE. La Chypre est l'exemple inverse de ce phénomène, dont les 4% rapportés contrastent avec les 12,8% rapportés dans le tableau (ce qui confirme néanmoins le fait que les chypriotes dépensent une plus faible part de leurs revenus sur la consommation d'énergie). Le climat aussi, en plus des niveaux de revenu, affecte le niveau des dépenses énergétiques, ainsi que les dépenses pour les biens essentiels.

À la lumière de ces observations, les tendances observées dans l'évolution des prix de certains groupes de dépenses, comme la nourriture, l'énergie et d'autres produits sont données ci-dessous. Les données sont basées sur les chiffres de l'OCDE et utilisent comme référence les prix donnés pour l'an 2000. Une valeur de 100 est donnée aux prix de 2000, afin de calculer les variations comparables dans les différents pays. La variation des prix est alors répercutée en termes de pourcentage.

Tableau 4:

Prix des biens alimentaires 2000-2007 détaillés pour les 3 dernières années (OCSE, 2008)

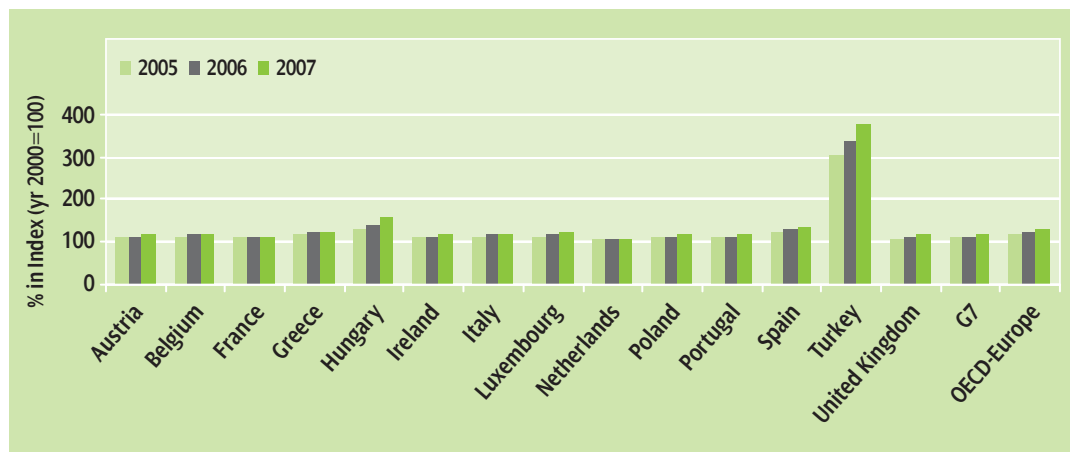
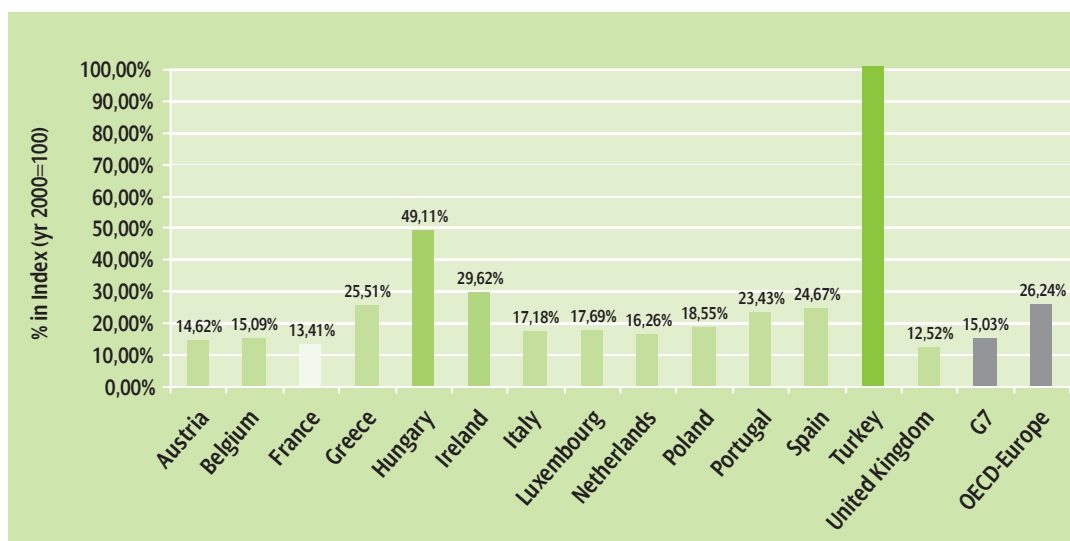


Tableau 5:

Prix des biens alimentaires 2000-2007 (100 = prix en 2000)- (OCSE, 2008)



Ces deux tableaux montrent clairement la manière dont les prix de la consommation ont subi une augmentation constante au cours des deux années qui font l'objet de l'étude, et qui voit ses extrêmes enregistrés en Hongrie (+49%) et en France (+13%).

L'augmentation moyenne au sein de l'Union Européenne se situe à 27% environ, en partie grâce à la maîtrise des pressions inflationnistes que connaît l'économie hongroise. La Turquie, par contre, souffre de la dépréciation soutenue de sa devise et la dévaluation qui s'ensuit. De manière plus générale, une tendance irrégulière dans les prix de denrées alimentaires s'est répercutée de pays en pays au cours des trois dernières années. Alors que l'augmentation des prix des denrées alimentaires est assez régulière dans des pays comme l'Italie, la France, l'Irlande, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Grèce, des pays comme la Pologne et la Hongrie ont connu une forte augmentation entre 2006 et 2007. L'augmentation a été moins importante, mais également plus soutenue en 2007 au Royaume-Uni, en Belgique et en Autriche.

En tout cas, le coût des denrées alimentaires entraîne l'augmentation du taux d'inflation. Il est utile de noter, toutefois, que la première partie de ce nouveau siècle a vu de nettes augmentations dans les prix des denrées alimentaires par rapport aux trois dernières années. Les données ne prennent toutefois pas en compte l'augmentation importante des prix des denrées alimentaires qui s'est produite entre 2007 et 2008.

La tendance décelée dans l'évolution des coûts de l'énergie est, elle, plus problématique. Là encore, la variation des coûts pour l'approvisionnement en énergie est très diversifiée en Europe. La moyenne européenne pour la période de référence a augmenté de 50% environ, y compris pour la Turquie, où la dévaluation de la lire a eu un impact similaire à celui enregistré sur les prix des denrées alimentaires. Il existe de nombreux facteurs qui influent sur la facture énergétique des ménages. Très souvent, des décisions politiques sont prises afin de réduire l'exposition des ménages à la volatilité des prix du marché.

Une lecture du tableau permet d'identifier les pays vertueux et moins vertueux en termes de la stabilité des prix de l'énergie. Les données ne sont pas en mesure de mettre en évidence les difficultés engendrées par le prix du pétrole pour les budgets des retraités en 2008.

Tableau 6: Prix de l'énergie de 2000 à 2007 (100= prix pour l'an 2000) (OCDE, 2008)

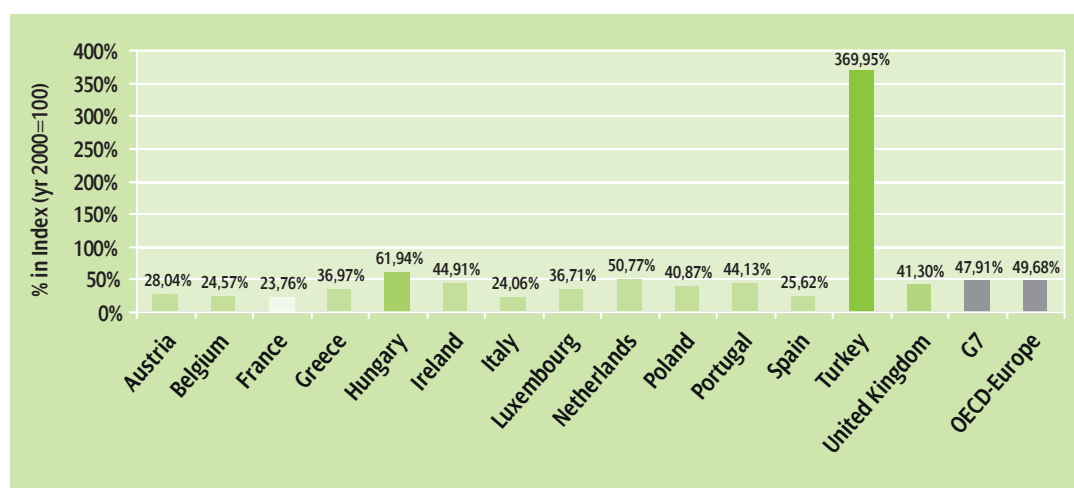
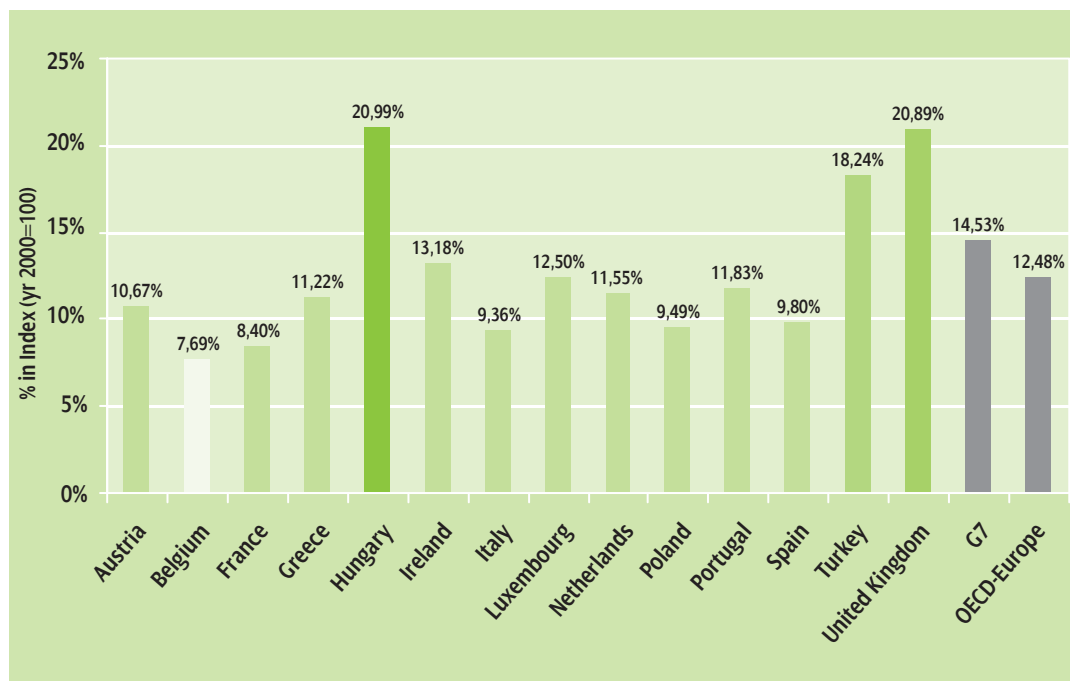


Tableau 7: Prix de l'énergie 2005-2007 détaillés pour les 3 dernières années (OCDE, 2008)



Tableau 8: Prix des denrées alimentaires de 2005 à 2007 (100 = prix pour l'an 2000) (OCDE, 2008)



Les prix des biens autres que les denrées alimentaires et l'énergie ont également connu une augmentation, et la tendance s'est intensifiée au cours des trois dernières années. L'étude statistique, cependant, ne prend pas en compte les turbulences de l'inflation enregistrées en 2008 et seulement partiellement celles enregistrées en 2007.

Les graphiques qui suivent montrent une moindre pression inflationniste pour les denrées non-alimentaires et non-énergétiques. Les dépenses alimentaires et énergétiques en particulier ont connu une forte hausse au cours de ces derniers mois, et ont modifié de manière importante le coût de la vie dans certains pays. Les graphiques nationaux fournis dans le prochain paragraphe témoignent de cette forte hausse. L'agrégation des données disponibles ne nous permet pas d'aller plus loin dans l'analyse. L'augmentation des prix des biens essentiels tels que l'alimentation et l'approvisionnement en énergie exerce une pression sur le pouvoir d'achat.

Comme cela a été dit avant, cet élément doit être lu en conjonction avec d'autres facteurs qui déterminent la capacité de dépense des retraités. L'indice de l'inflation ne reflète pas l'augmentation des prix des biens essentiels. Il est facile d'imaginer les effets de distortion causés alors que de tels indices d'inflation sont utilisés pour déterminer l'adéquation des revenus des pension ou d'autres formes de soutien au revenu pour les personnes âgées. Comme nous le verrons, les gouvernements peuvent mettre en œuvre de nombreuses politiques visant à réduire ces distorsions. L'assistance mutuelle ou des éléments de solidarité peuvent être activés pour résoudre le coût de l'électricité ou le soutien pour l'alimentation de base. La même composition de la structure des revenus des pensions (voir chapitre précédent) peut affecter le pouvoir d'achat des personnes âgées. D'autres facteurs ne sont que partiellement à la disposition des gouvernements, tels que les indices de confiance qui déterminent la propension à épargner ou à dépenser des personnes âgées.

Tableau 9: Prix des denrées alimentaires de 2000 à 2007 (100 = prix pour l'an 2000) (OCDE, 2008)

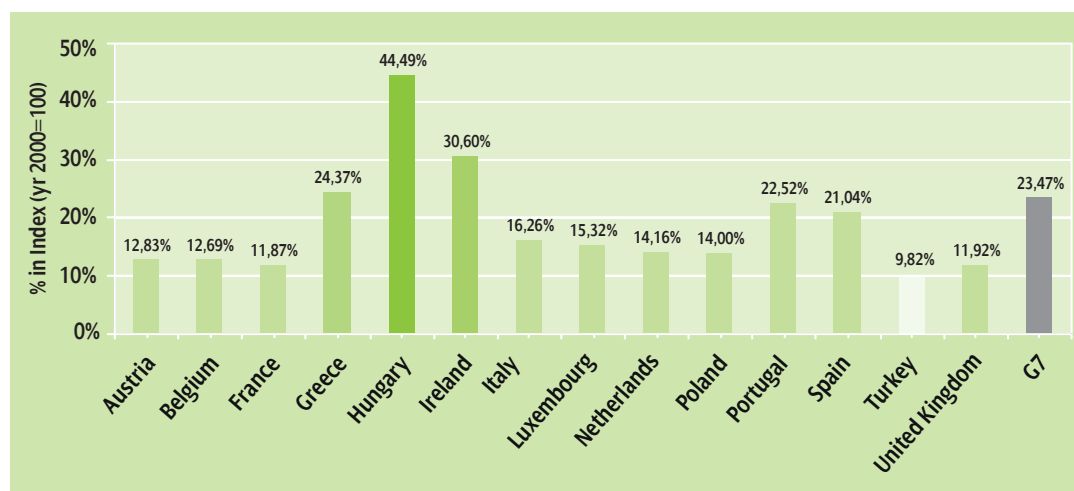


Tableau 10: Prix des bien non-alimentaires et non-énergétiques de 2005 à 2007 (100 = prix pour l'an 2000) (OCDE, 2008)

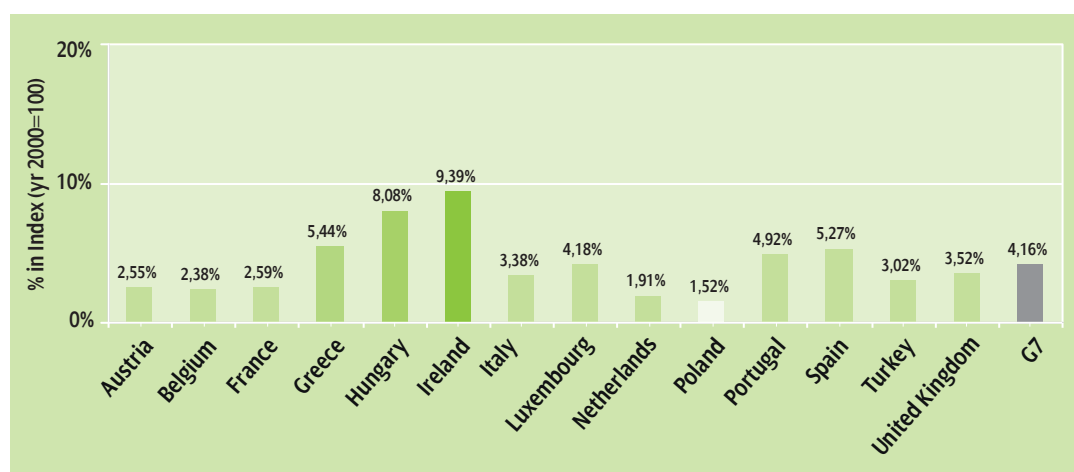


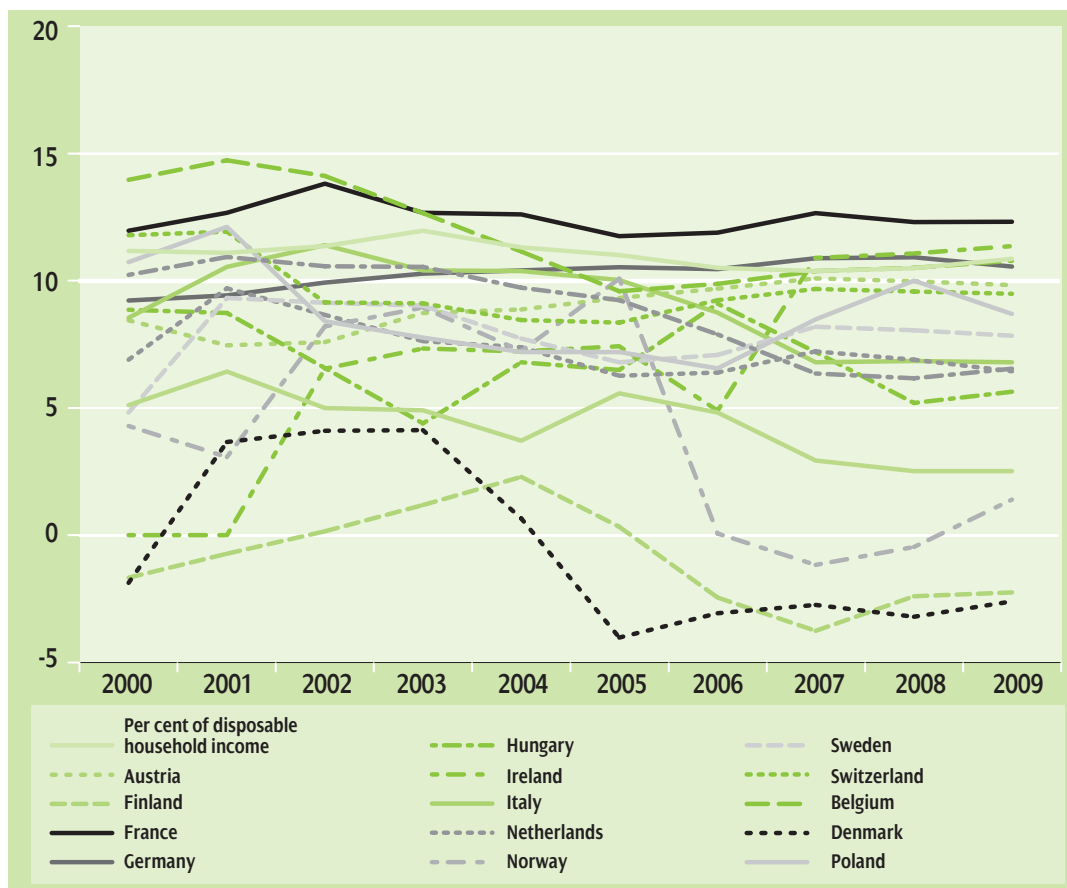
Tableau 11: Prix des biens non-alimentaires et non-énergétiques 2005-2007 détaillés pour les 3 dernières années (OCDE, 2008)



Un autre graphique intéressant qui illustre l'impact de la propension à épargner sur le revenu durable des ménages. Comme nous le verrons dans les paragraphes qui suivent, la capacité d'épargne est un facteur clé dans la détermination de l'impact qu'a l'augmentation des prix des produits de base comme les denrées alimentaires et l'énergie sur la qualité de vie des retraités.

Tableau 12:

Pourcentage d'épargne sur le revenu domestique disponible (2000 - 2009) (OCDE, 2008)



Le graphique montre clairement une réduction de la part du revenu consacrée à l'épargne. En outre, la pression sur les bas salaires démontrée par les données récoltées par l'OCDE, rapportées dans le graphique précédent, réduit la capacité de maintenir les niveaux de consommation actuels dans l'avenir. Cela a un effet direct sur la capacité de préserver le pouvoir d'achat lorsque le revenu de retraite remplace le revenu du travail.

En conséquence, les revenus de pension du système public sont de plus en plus la seule source sur laquelle peut compter la capacité de dépense des personnes âgées.

De plus, comme nous l'avons aussi vu auparavant, la réduction de la capacité de dépense augmentera la part des dépenses sur les produits essentiels, transformant ainsi les revenus des pensions en des revenus de subsistance. Et les prix des biens essentiels, ou plutôt des biens dont l'individu ne peut se priver car ils répondent à des besoins fondamentaux (tels que l'alimentation et le chauffage) affichent une tendance inflationniste qui dépasse celle des biens non-essentiels.

C'est ce qui est perçu à la lecture de l'indice de confiance qui sera présenté plus tard. Ces réflexions peuvent nous aider à interpréter les choix des dirigeants. L'appauvrissement

progressif de la majorité de la population, ou des personnes dans les tranches de revenus faibles et moyens, devient l'objet de l'attention des partenaires sociaux et des gouvernements nationaux. L'appauvrissement est le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs:

- la dynamique négative des salaires qui inhibe la capacité d'épargne;
- le manque d'un bouclier protecteur contre la spéculation;
- l'exposition des plus faibles segments de la population aux prix des biens essentiels;
- les politiques fiscales inefficaces ou imprudentes pour la redistribution des richesses.

Les personnes retraitées font également face à l'incapacité d'épargner ou, plus exactement, de générer la part d'épargne qui facilitera leur capacité à dépenser dans l'avenir.

Les retraités souffrent également de la mauvaise protection du pouvoir d'achat car exclus des possibilités de génération de revenus contrairement aux personnes actives dans le marché du travail (qui incluent, selon les experts, la formation et le recyclage professionnel). La pression exercée sur les budgets des Etats visant la réduction du déficit afin de faciliter la stabilité monétaire a un effet négatif sur la capacité du système de protection sociale, qui détermine la présence d'un élément de changement supplémentaire dans l'indice des prix à la consommation.

Tableau 13:

Indice de confiance des consommateurs: situation économique (2008/2007) (Eurobaromètre, 2008)



Le graphique illustre que l'indice de confiance augmente dans les pays qui connaissent une plus forte croissance économique. En particulier, les nouveaux Etats membres de l'UE bénéficient de la mise en œuvre des réformes introduites suite à leur adhésion à l'UE.

Tableau 14: Indice de confiance des consommateurs (2008/2007) (Eurobaromètre, 2008)



Dans ce cas, la majorité des consommateurs est sur le côté gauche du tableau, ou dans celui de la méfiance – qui est en augmentation. Ce chiffre confirme que la perception de l'insécurité dans l'avenir est importante bien que la situation économique mondiale soit restée positive jusqu'en 2007.

3. Observatoire syndical : examen des situations nationales

Il est utile de retenir que la comparabilité des données des syndicats qui suivent ci-dessous est très limitée. Les données portent sur diverses périodes au cours des cinq années de référence (2002-2007) du questionnaire et la manière dont elles ont été compilées n'est pas connue. L'effort consenti par les membres de la FERPA, cependant, est important et digne de mention.

Les données officielles ne permettent pas de savoir comment le "retraité" perçoit les tendances dans l'évolution du coût de la vie, dans le sens où la comparaison se fait en matière de salaires ou par l'intermédiaire de relativisation des dépenses sociales, dont les pensions ne forment qu'une des composantes.

Les indications fournies par les membres permettent néanmoins de jauger la perceptions des personnes retraitées et de voir comment les cycles économiques affectent la vie du retraité. Un capteur réel a donc été activé qui peut guider les décideurs politiques dans la lecture des données scientifiques ou statistiques.

À la lumière de cette mise en garde liminaire, un examen comparatif sera fourni sur l'état des dépenses des retraités à la lecture de la Fédération Européenne des Retraités et des Personnes Âgées.

BELGIQUE

En Belgique, le poids de la dépense énergétiques est mesurée à 15% du revenu annuel (inférieur à la moyenne de l'OCDE) et celui de la dépense alimentaire d'environ 18%. Si le coût de l'énergie a subi une augmentation significative de 30%, celui du gaz et des combustibles de chauffage a littéralement explosé, avec une augmentation de 100% et 170% respectivement. 25% de l'augmentation des dépenses alimentaires s'est produite dans la période 2006-2007. Pour les revenus les plus bas, il y a un déséquilibre entre la pondération de l'indice des prix à la consommation et de la pondération des dépenses de consommation. Les deux commencent à correspondre à partir d'un revenu de 96.000 euros.

Il convient d'ajouter que la libéralisation n'a pas produit les avantages escomptés: les prix ont augmenté, substantiellement même, pour tous.

Les organisations belges se plaignent de l'absence d'un cadre juridique pour assurer la qualité des services publics. Toutefois, il existe plusieurs programmes d'assistance pour les segments les plus faibles et les catégories défavorisées financés par le système fiscal. Le plus intéressant est le "chèque mazout», ou les fonds publics sont utiliser pour payer la facture énergétique des familles à bas revenus ou des catégories défavorisées.

CHYPRE

Contrairement à d'autres pays, le syndicat chypriote indique une faible incidence de l'approvisionnement énergétique sur le revenu annuel, bien que le coût de l'électricité aie augmenté de 34,4% et celui du gaz d'environ 160% au cours des cinq années de référence du



rapport de la FERPA. Le coût du chauffage domestique pèse 115% de plus sur le budget annuel des ménages.

Les dépenses alimentaires, qui représentent environ un quart du revenu, ont augmenté d'environ 22,8% au cours des cinq dernières années.

L'on constate en Chypre une croissance constante des services aux personnes, bien que la distribution de l'accès à ces services ne couvre pas les personnes n'ayant pas les ressources nécessaires pour pouvoir en jouir. Le gouvernement intervient de temps en temps auprès des groupes défavorisés par le biais d'allocations. Les personnes qui ne reçoivent pas une pension à la retraite d'emploi peuvent avoir accès à une pension sociale après avoir atteint 65 ans. Le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale peut fournir un soutien du revenu sur base d'évaluations de la situation des personnes en situation de pauvreté..

FRANCE

En France, les coûts de l'énergie représentent environ 16% du revenu annuel. Entre 2002 et 2007, les dépenses sur le gaz et l'électricité ont augmenté de 20%, avec les mêmes effets sur l'approvisionnement en chauffage des ménages.

Les dépenses alimentaires, par contre, comptent pour 35% du revenu et subissent une augmentation annuelle de 5%.

Le taux d'inflation officiel, enregistrée uniformément en dessous de 3%, a conduit à une perte considérable du pouvoir d'achat. Cela a alimenté une protestation sociale en 2008 qui a mobilisé les syndicats pour réclamer des pensions adéquates, en particulier pour les revenus les plus faibles.

Ces facettes des dépenses sont sous-estimées et non identifiées par les indices de consommation. C'est le cas des frais médicaux, par exemple, en raison des pratiques illicites ou abusives menées par les médecins. Le système actuel d'échantillonnage basé sur l'étude des indices exclut la détection des situations extrêmes: il ne prend pas en compte les conséquences des coûts pour les différentes catégories sociales (salariés, retraités ou chômeurs) et ne prend pas non plus en compte les différences dans les salaires, et donc pas non plus les différences dans la structure de la consommation.

La tendance vers l'augmentation des coûts énergétiques exerce une forte pression sur une grande partie de la population qui tire ses revenus des pensions. L'État cherche à identifier des mesures pour contenir la hausse.

En attente de nouvelles mesures, les prix doivent être surveillés par le biais de procédures de notification ou des obligation imposées par les pouvoirs publics aux prestataires de services publics. Cela est particulièrement vrai pour certains services tels que les chemins de fer et l'électricité.

Certains programmes d'aide au logement pour les groupes défavorisés en France s'orientent parfois sur la protection du propriétaire contre le risque d'insolvabilité du locataire en cas de maladie ou de chômage; ils fournissent de plus une assistance pour les modifications structurelles des bâtiments pour les adapter aux besoins des personnes âgées, et des incitations fiscales pour l'acquisition de biens immobiliers. Du point de vue de la taxation, des exonérations fiscales sont prévues pour les personnes à faible revenu et l'abandon total ou partiel des cotisations est accordé aux personnes retraitées à bas revenus (catégorie qui englobe près de la moitié des retraités). Le prix du transport est réduit de 50% ou est parfois même gratuit. L'aide sociale offre un soutien personnalisé pour favoriser l'autonomie des personnes âgées. Les activités de loisir comme le cinéma, le théâtre, etc...offrent aussi des réductions sur leurs prix

IRLANDE

L'Irlande a fait état d'une incidence élevée des dépenses énergétiques sur le revenu, qui peut atteindre jusqu'à 60%. Le coût de l'énergie a augmenté de 20% entre 2002 et 2007. Une hypothèse raisonnable veut que ce pourcentage a augmenté en conséquence de la hausse subite du prix de l'énergie enregistrée en 2008 et indiquée dans le graphique des pays.

Les dépenses alimentaires comptent pour environ 35% du revenu, ayant augmenté de 11,4% au cours des cinq dernières années.

Il n'existe pas d'indice pour les pensions, qui sont néanmoins liées à l'indice d'inflation. Cet indice ne prend par contre pas en compte les fortes hausses qui ont touché les prix de l'alimentation et de l'énergie, qui pénalisent les bas revenus et les revenus fixes.

La libéralisation des services du gaz et de l'électricité n'a pas été mise en oeuvre. La prestation de services ne suit pas des règles spécifiques pour la protection des segments les plus faibles de la population. À cet égard, l'accord de partenariat social, signé en 2006 ("Towards 2016"), a pour objectif de diriger les services publics pour répondre aux besoins spécifiques des différentes catégories, y compris celle des retraités. Cet accord suit les orientations du plan national pour l'inclusion sociale qui vise à éliminer la pauvreté d'ici à 2016². La prestation sociale complémentaire (Supplementary Welfare Allowance) offre chaque semaine une aide financière à ceux qui n'ont pas de revenus. Les personnes à bas revenus peuvent avoir accès à ce plan pour certaines catégories de dépenses comme le loyer ou les besoins urgents.

ITALIE

L'approvisionnement en énergie compte pour 12% du revenu de pension italien dans son ensemble. Les prix des différents services ont augmenté au cours des cinq dernières années, à raison de 32% pour l'électricité, 30% pour le gaz et 25,6% pour l'eau. Les prix du chauffage avec des sources d'énergie autres que celles énumérées ci-dessus ont augmenté de 79,6%. Les dépenses alimentaires comptent pour entre 28% et 35% du revenu annuel et a augmenté de 13% au cours des cinq dernières années. Le logement compte pour 18% du revenu annuel. En ce qui concerne les transports, les dépenses pour les zones urbaines et suburbaines compte pour 16% du revenu annuel et a augmenté de 16,3% pour le transport urbain et de 12% pour le transport suburbain.

L'indice des ménages des travailleurs ("Famiglie operai impiegati" ou "FOI" en italien), utilisé pour mesurer l'inflation est moins sensible (0,2-0,5 points par trimestre) que l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'Union européenne (IPCH), parce que certains articles ont été retirés (comme le tabac par exemple) ou concernent des produits qui ne sont plus consommés de façon significative. L'alourdissement automatique de la pression fiscale n'est pas recouvert, même si la législation (qui n'est pas appliquée) prévoit son recouvrement. Les différents niveaux d'exposition à l'inflation, qui varie selon le montant des revenus attribués à la consommation, ne sont pas non plus pris en compte.

Les pensions sont donc liées à l'index des prix à la consommation pour les ménages des ouvriers et des employés. C'est un panier qui ne reflète pas la consommation d'un ménage retraité et qui sous-estime l'égalisation pour les familles de retraités. Les fédérations des retraités proposent un panier construit sur la consommation d'un ménage retraité qui permettrait de garantir une meilleure valorisation du pouvoir d'achat.

La privatisation a affecté de nombreux secteurs de la prestation de services essentiels. De plus, la privatisation demeure un processus inachevé. Les avantages de la privatisation

² Cf: <http://www.taoiseach.gov.ie/index.asp?locID=181&docID=2755>



émergeraient soi-disant d'un effort concomitant de libéralisation. Les difficultés liées à la gouvernance (rôle, indépendance et le respect des autorités), de concours avec la concentration de la prestation (jusqu'à la limite du monopole privé) ont entravé la réduction escomptée des prix pour les ménages retraités. Un exemple devrait suffire pour illustrer ceci: le marché boursier de l'électricité, qui a libéralisé le marché, a donné lieu à une augmentation des prix plutôt qu'à leur réduction.

En ce qui concerne la qualité, il existe différentes autorités pour chaque secteur qui contrôlent les normes. Il existe un certain nombre de critères appliqués aux cartes des services, en accord avec le syndicat. Il y a aussi un contrat social qui implique essentiellement les syndicats au niveau local sur ces questions. Les politiques sociales en matière d'accès aux services pour les groupes défavorisés ont du mal à trouver une forme définitive. Certaines initiatives sont en cours, même si la succession de gouvernements aux différentes sensibilités sociales affecte la continuité et la durabilité des interventions. L'objectif est d'améliorer le revenu national mais, en réalité, ce n'est le cas que de quelques régions italiennes à la fois.

Des "cartes d'argent" sont fournies pour l'assistance aux personnes âgées (de plus de 60 ou 65 ans). Ces cartes donnent accès à des réductions sur divers services, délimitées par chaque prestataire de services ou par les autorités locales, souvent définies suite à des négociations avec les syndicats. Il existe un indicateur de revenu et de richesse (l'ISEE, l'Indicateur de la Situation Économique Équivalente) basé sur les revenus du ménage qui sert pour l'obtention de telle réductions. Les exonérations fiscales pour la contribution aux services de santé sont liées à l'âge et à certaines maladies. Il reste à noter que les retraités et les personnes âgées peuvent bénéficier d'un certain nombre d'avantages importants en Italie, notamment le soutien financier au revenu familial, la libre utilisation des transports publics et des soins médicaux gratuits pour les personnes âgées de plus de 70 ans.

LUXEMBOURG

Le taux d'inflation au Luxembourg est tout à fait compatible avec celui de la zone euro au cours de la période comprise entre 1992 et 2004. Bien qu'il y ait eu une légère accélération entre 2000 et 2004, le Luxembourg reste l'un des pays européens à l'intensité inflationniste la moins soutenue en dépit d'une croissance économique soutenue au cours des dernières années.

Entre 2004 et 2005, l'écart d'inflation entre le Luxembourg et la zone euro plaçait le Luxembourg en situation de désavantage en raison de la forte hausse des prix du carburant au cours de cette période. Au cours du temps, le Luxembourg a émergé comme l'un des pays européens qui ont connu la plus forte hausse des prix du carburant (premier au classement en 2004 et deuxième en 2005).

Comme on le sait, le taux d'inflation doit être interprété en vue des différentes habitudes de consommation et en fonction des diverses catégories de produits. D'une part, il y a, par exemple, l'achat quotidien de biens alimentaires, ou le paiement des loyers sur une base régulière. D'autre part, il y a l'achat d'une nouvelle voiture ou d'un meuble pour la maison, qui sont des dépenses non prévisibles et qui se produisent de manière plus sporadique tout au long de la vie. Au Luxembourg, ce sont justement les biens essentiels (tels que l'alimentation et le loyer, mais aussi l'eau et l'électricité) et donc des "biens de consommation réguliers" qui figurent parmi ceux dont le taux d'inflation subit la plus forte croissance et qui sont plus pertinents pour les retraités en particulier. Ces biens essentiels pour la vie quotidienne deviennent des dépenses indispensables dont les retraités ne peuvent facilement se

passer. Lorsque les prix de ces biens augment plus rapidement que l'inflation, les ménages à bas revenus (et donc aussi en grande partie les retraités) sont ceux qui souffrent le plus des effets négatifs de la hausse des prix sur leur pouvoir d'achat.

Les prix des biens dont le coût a augmenté proportionnellement à la croissance des revenus ont été enregistrés au Luxembourg. Toutefois, ces biens sont faiblement pondérés, comme par exemple les produits financiers, les voyages organisés ou encore les prix des restaurants et des bars. Ce ne sont clairement pas des biens essentiels, et les dépenses liées à leur consommation peuvent plus facilement être réduites que celle liées aux biens essentiels. Enfin, ces biens ne concernent que les personnes ayant un revenu élevé. Il est normal, par exemple, que les personnes ayant un revenu plus élevé soient plus intéressées de l'investir en banque, d'ouvrir plusieurs comptes d'épargne, et elle sont donc plus exposées au paiement des coûts liés aux services financiers.

Inversement, les catégories de peux qui ont affiché une légère baisse entre 1995 et 2005 incluent les coûts des services téléphoniques (-2,3%). Cette baisse a certainement eu un impact positif sur le coût de la vie de nombreux retraités pour qui le téléphone est toujours un important moyen de communication avec le monde extérieur.

L'indice national des prix à la consommation (IPCN nationale) a enregistré un poids relativement faible pour le coût du logement au Luxembourg (47,6 x 1000 en 2005). L'on explique généralement cette faible pondération par le fait qu'environ 70% de la population luxembourgeoise est propriétaire d'une maison. Toutefois, cette faible pondération dans le taux d'inflation a conduit à une sous-estimation de l'inflation "subite" des locataires par rapport aux propriétaires, en particulier contre une forte croissance de l'immobilier au cours des dernières années. Entre 1995 et 2005, les articles de dépenses qui incluent le logement, l'eau, l'électricité et le carburant ont augmenté de 11,9%; et la nourriture et les boissons de 13,7%. Les prix des transports, bien qu'ayant un moindre impact sur la consommation des retraités au Luxembourg (qui peuvent acheter des abonnements annuels à prix réduit pour l'utilisation des transports publics) ont également vu une augmentation des coûts de 20%.

Il est utile de souligner que dans l'évidence de ces augmentations et les exigences de plus en plus pressantes des syndicats à l'égard du gouvernement luxembourgeois, les pensions au Luxembourg ont été augmentées de 2% à partir du 1er Janvier 2009 et de 2,5% en Mars. Les syndicats ont également fait état des allocations gouvernementales pour les retraités pour la prise en charge des coûts liés au chauffage.

(► http://lcgb.lu/fr/articles/show/id/401/sf_highlight/pensions).

ROUMANIE

Le revenu moyen d'un retraité roumain est d'environ 135 euros par mois. La facture énergétique s'accapare environ 30% de ce revenu et 50% est absorbé par le coût de la nourriture.

En avril 2008, près de 50% (2.426.000 retraités) des cinq millions et demi de roumains vivaient avec une pension inférieure à la valeur moyenne mensuelle du panier de consommation (environ 100 euros) et environ 2.555.000 personnes vivaient en dessous du niveau de vie décent. Il convient de noter que le pouvoir d'achat, provenant de l'augmentation des pensions de 1% en 2008, c'est-à-dire 37,5% du salaire moyen brut (environ 370 euros par mois) est toujours soumis à une forte dépréciation en raison de la forte croissance de certains produits nécessaires.

Le taux d'inflation en mars 2008, par rapport au mois de mars de l'année précédente, a été de 8%, tandis que dans la zone euro il était d'un peu plus de 3%. Les prix des denrées alimentaires



ont augmenté de 10,8%; de 52,5% pour l'huile de cuisine, de 23% pour les légumes et les aliments en conserve, de 17,7% pour le lait, de 25,4% pour les fruits, et de 13,1% pour le pain. Les prix des produits non alimentaires ont augmenté de 5,9%; de 12,3% pour le carburant, de 12,4% pour le gaz et de 7,2% pour l'électricité. Les tarifs des services ont augmenté d'environ 10,7%; 104,6% pour le logement, de 37,6% pour les services postaux, de 16,5% pour les transports ferroviaires, de 11% pour les transports urbains et de 12% pour les prix de l'eau potable.

La libéralisation des prix et tarifs a eu lieu en octobre 1990. L'indice IPC des prix à la consommation, qui mesure l'évolution des prix de tous les biens et les tarifs des services utilisés par la population, a connu à ce moment une hausse significative.

Il existe des normes de qualité pour tous les produits et services destinés à la population. Les périodes de garantie servent à garantir le remplacement de biens s'ils sont été endommagés. Les personnes dont le revenu est inférieur à 146 euros peuvent bénéficier d'une exemption à 90% des coûts du chauffage. Les personnes vivant en situation difficile peuvent s'appuyer sur des services d'assistance à domicile qui leurs sont accessibles gratuitement ou à un coût très raisonnable.

ROYAUME-UNI

Selon les conclusions du Congrès des Syndicats britannique (TUC), avec un revenu annuel d'environ £6.000 par personne et de £9.400 pour les couples, le coût des différents biens compris dans le panier observés par la FERPA dans leur rapport ont subi les changements survenus pendant la période de référence.

Les dépenses pour l'électricité au Royaume-Uni représentent entre 7 et 10% du revenu. L'augmentation moyenne (c'est-à-dire le prix final dépendant de l'endroit et du mode de consommation) était de 34,5% en 5 ans. Une augmentation du prix est prévue dans un avenir proche (bien que le cycle du prix du carburant puisse rendre peu fiables ces estimations).

Il en va de même pour le gaz et le chauffage. Ce dernier représente environ 10%, dont le prix a augmenté de 90% sur cinq ans. Les plans pour ces deux types d'énergie sont statiques pour de nombreux clients, en particulier pour les personnes âgées qui sont moins ouvertes au changement, même si cela entraînerait des avantages relatifs tant bien à la forme qu'aux montants des paiements. Les dépenses pour le chauffage, en termes absolus, ont augmenté d'environ £300 à un coût d'environ £1.000 par an.

La facture d'eau, qui représente entre 3 et 5% du revenu, a augmenté de 17,5% au cours des cinq dernières années. Il faut noter, cependant, que la privatisation a généralement causé l'augmentation exponentielle et subite de son prix, en faisant un article important de la consommation annuelle du retraité.

Le coût du loyer (ou du prêt hypothécaire), qui peut représenter jusqu'à 15% du revenu annuel, a presque doublé de 2004 à 2008. Le marché du logement semble aussi être en difficulté en ce moment. La situation est différente dans le domaine du logement social. Cette dépense pèse plus lourd sur les revenus qui déterminent l'accès au logement (connu sous le nom de "logement social") de près de 25%, et les loyers ont augmenté d'environ 70% en 10 ans.

Le transport urbain est pertinent alors qu'il est question de l'utilisation de véhicules privés face à l'augmentation des prix de l'essence. Le libre accès aux transports en commun pour les personnes âgées rend caduque la question de l'augmentation des prix. Cependant, le service fournit aux personnes âgées est essentiel. Les difficultés surviennent lorsque le transport non-urbain est pris en considération, là où la dimension sociale est moins présente, et qui souffre d'un certain nombre de dysfonctionnements causés par les sociétés privées qui gèrent le service et qui ferment les lignes peu rentables. Les tarifs des

transports ont augmenté de 5% en 2007. Toutefois, il est difficile de déterminer l'étendue de l'impact qu'ont les dépenses pour les transports extra-urbains sur le revenu des retraités.

Les dépenses alimentaires représentent environ 10% du revenu annuel, et a augmenté d'entre 20 et 25% au cours des cinq dernières années, en raison de l'effet combiné de la hausse des prix des matières premières et de l'huile. Les variations des prix dans le panier de référence sont très déséquilibrée et le coût de certains aliments qui constituent la principale alimentation des Britanniques a vu une augmentation explosive, générant une dépense supplémentaire d'environ £1400 de plus par an par famille

Les indices des prix et du coût de la vie sont calculés par l'Institut National des Statistiques, qui examine près de 120.000 prix par mois dans un panier composé d'au moins 650 articles. Les changements dans le prix de ces biens sont utilisés pour déterminer les deux principaux indices. L'indice du prix à la consommation (CPI) et l'indice des prix de détail (RPI). Le CPI détermine le taux d'inflation de la Banque d'Angleterre et le RPI détermine les augmentations de pensions et autres prestations sociales.

Le contenu du panier est réexaminé chaque année par l'introduction et la suppression de biens ou des ajustement des pondérations fondées sur des critères multiples. Il y a parfois des tentatives d'augmenter l'incidence des secteurs de consommation qui ont témoigné la plus forte croissance dans les dépenses. L'objectif est de donner plus de poids à ces produits dont la population consomme le plus. Un exemple est offert par l'importance croissante attachée aux services dans la détermination de la composition du panier comparée au poids décroissant des biens matériels.

Le TUC estime que l'utilisation de l'index des prix à la consommation pour le calcul de l'augmentation des pensions, en raison de récentes innovations, a tendance à sous-estimer l'inflation, et certainement pas la forte volatilité de certains biens. Le résultat est que l'augmentation des pensions ne reflète pas le réel changement dans les dépenses que doivent couvrir les revenus des pensions.

La privatisation n'a pas produit l'effet de contrôle des prix escompté vu que l'énergie a connu une augmentation de 34% et l'eau d'un incroyable 250% suite à la privatisation.

Les services fondamentaux (gaz, électricité, eau) devraient répondre aux besoins des groupes vulnérables. En fait, les groupes défavorisés sont souvent forcés de se passer de tels biens lorsqu'ils ne sont pas capables de les acheter. Les programmes de soutien social sont sur base bénévole, et le gouvernement met la pression sur les entreprises pour qu'elles s'acquittent de leurs engagements à cet égard.

Le gouvernement britannique gère également un large éventail d'instruments d'aide sociale. En plus des pensions minimales et des crédits de pension, il existe des bons pour le chauffage, des installations pour les prêts et des exonérations fiscales. Les transports en commun sont généralement gratuits pour les personnes âgées de plus de 60 ans, la redevance TV est gratuite pour les personnes âgées de plus de 75 ans et les personnes nées avant 1929 sont exonérées de l'impôt sur le passeport.

ESPAGNE

En Espagne, environ 66% de la population dans la tranche d'âge des plus de 65 ans a un revenu mensuel compris entre € 450 et € 1050. 11% de ce segment de la population vivent avec un revenu de moins de 450 € par mois, tandis que seulement 14% ont un revenu supérieur à 1051 €. Le revenu minimum moyen (RMM) des personnes dans cette tranche d'âge est d'environ € 625 par mois, et cette moyenne diminue (d'environ 11%) pour les femmes âgées



de plus de 65 ans. Il est important de souligner que ces revenus ne comprennent pas seulement la pension, mais également la moyenne de la pension d'invalidité et d'autres types de revenus. Une étude réalisée en 2006 par l'Union pour l'Assistance et l'Intégration du Troisième Âge ("Unión para la Asistencia e Integración de la Tercera Edad" ou "UNIATE" en espagnol) et l'UPJP (la fédération des retraités de l'UGT Espagne) note que la pension moyenne minimale (PMM) des espagnols se situe bien en deçà du RMM, à environ € 614 par mois s'ils sont calculés pour les deux sexes, et de € 536 si seules les femmes retraitées sont prises en considération.³ La recherche permet d'élucider d'autres éléments utiles pour comprendre comment le paysage des retraités de l'Espagne n'est pas composé d'un seul bloc avec les mêmes possibilités, et que le niveau des pensions change en fonction du sexe, de l'état civil et du niveau d'éducation.

Comme il a été dit précédemment, la pension moyenne minimale est moins élevée pour les femmes (en particulier pour les femmes au foyer), pour les retraitées qui ne sont pas mariées ou qui sont veuves, pour celles qui vivent seules et pour celles non-diplômées. À cet égard, il est utile de prendre en compte que plus de 31,5% des hommes de plus de 65 ans et plus de 69,4% des femmes ne possèdent aucune qualification ou de diplôme d'enseignement primaire (55%).

Les données liées aux revenus des retraités reprises ci-dessus, et les différences qui caractérisent cet important segment de la population, nous permettront de mieux comprendre l'impact qu'ont les variations dans les prix du panier des biens sur leur qualité de vie.

Les personnes âgées espagnoles dépensent environ 43,8% de leur revenu en denrées alimentaires, 34,4% sont alloués aux frais de logement (loyer, hypothèque, etc.), et 4,4% pour le transport . Dans l'ensemble, le coût des soi-disant dépenses essentielles (qui comprennent en outre les articles cités ci-dessus, ainsi que les vêtements et les médicaments) représentent 91,3% ou 608 € par mois (sur la base du RMM). Seule une petite partie des revenus est consacrée aux loisirs et à l'épargne. Il est important de souligner que ces conclusions sont fondées sur une étude de 2006, donc avant l'avènement de la crise financière qui affecte gravement l'économie réelle en Espagne.

Le pouvoir d'achat des personnes âgées en Espagne était déjà en difficulté en 2006, ayant diminué de 3,42% par rapport à l'année précédente. Il est donc fort probable qu'il ait encore été réduit au cours des 2 dernières années. Ceci est principalement dû à la flambée des prix qu'ont subi les prix des principaux articles des dépenses du budget des retraités.

En 2007, les dépenses pour l'électricité représentaient entre 15 et 20% du revenu. L'augmentation moyenne de 2005 à 2007 est égale à environ 10%. Malgré le fait que la presse nationale avait annoncé, au cours de ces dernières semaines, une réduction des coûts de l'énergie, les factures n'ont pas baissé dans le court terme. Il est beaucoup plus difficile de faire valoir que les prix vont tomber sur le moyen terme étant donné que les prix du carburant sont soumis à de grandes variations cycliques.

³ "Estudio Sobre la distribución del Gasto y Consumo de las personas mayores que viven de forma independiente en su domicilio", 2006, UNIATE, UPJP, Fundación Universidad Empresa, 006. The average pension calculated by this Study is lower than the figure of the Spanish National Statistical Institute, according to which the average pension in Spain is € 644.

Les dépenses relatives aux transports urbains et suburbains n'ont eu qu'un impact limité sur le revenu des retraités, en partie attribuable aux réductions dont bénéficient les personnes de plus de 60 ans pour l'utilisation des transports en commun.

Il existe d'importantes différences régionales, étant donné que le coût de la vie est plus élevé pour les retraités qui vivent dans des villes de plus de 200.000 habitants.

La hausse des prix des denrées alimentaires a cependant eu un impact négatif plus important, cet article des dépenses étant extrêmement important pour les retraités étant donné qu'il concerne des biens plus essentiels. Depuis 2005, les prix des denrées alimentaires affichent une augmentation de 8%.

Le coût de l'immobilier, un secteur en sérieuse difficulté en Espagne, avec la chute des prix des maisons, mérite un traitement séparé. Selon l'Economist en 2008, le nombre de ventes en Espagne a chuté de 32% par rapport à l'année précédente. Cependant, cet élément ne favorise pas une catégorie comme celle des retraités, qui sont souvent déjà propriétaires d'une maison. En fait, il réduit encore plus la valeur de leur bien immobilier.

Les perspectives de vie pour les futurs retraités en Espagne ne s'annoncent pas des plus favorables. Beaucoup de difficultés ont été déjà soulignées dans une étude financée en 2006 par le Ministère du Travail et des Politiques Sociales. À l'époque, seuls 5% des retraités interrogés ont déclaré pouvoir atteindre "facilement" la fin du mois. Une fois de plus, les femmes et les personnes âgées avec un niveau d'éducation plus faible (trop souvent des femmes) ont été ceux qui ont perçu un plus haut degré de difficulté. Environ 68% des personnes interrogées ont déclaré ne pas éprouver de difficultés pour atteindre la fin du mois. Il est toutefois important de souligner que ces données avaient déjà enregistré un empirement de la situation par rapport à celles enregistrées en 2004 et en 2005 dans une enquête statistique similaire alors qu'un plus grand nombre de personnes prétendait pouvoir atteindre facilement la fin du mois.

HONGRIE

L'augmentation des salaires est calculée annuellement sur base d'un accord commun accepté à la suite de négociations au sein de la Commission mixte tripartite (entreprises, syndicats, gouvernement). Une augmentation de 5 à 7% a été proposée pour 2008.

L'augmentation de la pension annuelle est calculée conformément à la loi sur les pensions sur la base d'un index déterminée en se référant aux prévisions d'inflation et les salaires nets. Le panier de consommation est calculé au niveau national. Les indices sont pris en compte comme l'un des deux facteurs pour l'ajustement annuel des salaires et des pensions.

En Hongrie, les prix fixes liés au marché sont toujours en vigueur. Dans le cas du gaz à usage domestique, les consommateurs bénéficient de prestations sociales, mais les prix varient en fonction de la consommation annuelle. Le consommateur bénéficie de réductions ou d'autres prestations en fonction des personnes à charge de la famille. Il n'y a pas d'avantages au niveau de la consommation d'énergie. Les autorités locales peuvent fournir d'autres prestations pour les personnes défavorisées.

Certains biens et services de consommation sont soumis à un régime de fixation des prix. Les pouvoirs publics peuvent surveiller et sanctionner les violations des règlements de l'État. Les violations peuvent être sanctionnées par les associations de consommateurs ou



d'utilisateurs. Les organisations de la société civile, y compris les organisations de retraités, peuvent être consultées et endosser un rôle.

Parmi les mesures d'aide sociale: le remboursement de 50% des coûts de transport urbain pour les retraités, et la gratuité des déplacements sur tous les moyens de transport pour les personnes de plus de 65 ans. L'accès aux autres services culturels en général (cinéma, théâtre, etc) est un autre des avantages offerts.

Il existe des programmes pour sortir de la pauvreté et pour des soins médicaux gratuits pour les personnes dont les revenus se situent au-dessous d'un certain niveau. Les autorités locales décentralisées peuvent mettre en œuvre des programmes de logement pour les personnes en situation de pauvreté.

4. La consommation et le pouvoir d'achat des revenus des pensions

L'analyse du coût de la vie doit être lu à la lumière et en combinaison avec le système des pensions minimales ou du revenu social, ou plutôt les formes d'assistance mutuelle ou d'entraide visant à la réduction de la pauvreté. mention.

Il s'agit d'un secteur "sensible" de la structure sociale d'un État car l'intervention sélective doit trouver son propre équilibre entre la mesure d'efficacité de la solidarité, qui anime le développement, et les principes de durabilité, qui vont dans le sens contraire.

L'extension de la solidarité détermine la nécessité de créer un système qui soit suffisamment inclusif et assez souple que pour pouvoir répondre aux besoins réels et urgents des individus (et non pas des catégories d'individus). Inversement, son inefficacité permettrait de maintenir ou de détourner une personne dans un état de vie sans dignité. D'autre part, il y a le problème de la mesure des ressources qu'une communauté stable peut raisonnablement affecter à cet article des dépenses sociales.

Nous savons que les dépenses sociales pour la pension minimale ou le revenu de soutien pour les personnes âgées sont liées à d'autres politiques sociales. Par exemple, l'accès à des régimes de retraite déconnectée de la formation préalable d'un capital peut avoir des effets sur l'accumulation des économies et le prolongement de la vie active pour les personnes qui le souhaitent et qui voudraient continuer à contribuer au système des pensions.

Il est question de certaines politiques qui subissent des ajustements réguliers pour répondre aux changements de comportement de la communauté provoqués par la consolidation de certains instruments d'aide sociale.

Certains systèmes encouragent l'extension de la vie active. C'est une option accessible pour les personnes doivent être en mesure de faire des économies et d'améliorer leur propre situation vis-à-vis des pensions. Bien qu'il n'existe aucune preuve statistique, les politiques concernant les pensions minimales ou les revenus minimums encourageraient la propension des travailleurs à épargner pour leur retraite.

Le prolongement de la vie active (la FERPA estime qu'il devrait être facultatif et non obligatoire) est, par conséquent, un élément de la durabilité du système public des pensions. Le coût de la vie doit être jugé à la capacité de réponse à l'ajustement des revenus des pensions, ainsi qu'en termes des sources de revenus à la disposition de la personne retraitée dans les différentes tranches de revenus. Une vérité évidente dans sa simplicité, et pourtant contradictoire dans son application.

Alors que les experts n'ont pas fourni une réponse sur l'efficacité de l'ensemble des revenus de l'emploi et de la retraite, il reste le problème de l'ouverture de canaux de revenus pour les personnes âgées, dont celles dans la tranche des bas revenus.

L'analyse du coût de la vie nous montre la difficulté de prévoir l'évolution du coût de la vie et la fausseté des statistiques à court terme et nous avons vu comment de telles choses peuvent subir des tensions inflationnistes qui ont mis les retraités dans une situation critique, tandis que le radar économique ou politique ne décèle pas la situation difficile de l'individu.



En mars 2008, les syndicats français ont organisé une manifestation des retraités afin de dénoncer la baisse du pouvoir d'achat des revenus des pensions, en particulier le stress infligé aux plus bas revenus. Les pensions en France ont augmenté de 1, 1% l'an dernier, comparativement à un taux d'inflation d'environ 2,6%.⁴ Les 14 millions de retraités français représentent sont trop nombreux par rapport aux 600.000 personnes percevant des prestations d'aide sociale d'un montant maximum de €628. Le gouvernement français a proféré de vagues promesses quant à la nécessité d'allouer des ressources à la crise financière à laquelle nous faisons front.

La situation est similaire au Royaume-Uni. Le taux officiel d'inflation (voir ci-dessus) n'enregistre pas l'impact de l'augmentation exponentielle des prix; mais dans un jeu de moyennes et de poids diluent les augmentations qui ont un impact sur la qualité des dépenses des pensions. La protestation sociale, par conséquent, demande aux analystes d'étudier plus en détail les statistiques afin de comprendre les raisons des difficultés sociales. Le Daily Mail, un journal populaire britannique, a publié en Mai 2008 une enquête sur les prix à la consommation de biens essentiels (nous avons vu comment ces produits représentent une part importante des dépenses de ceux qui ont de faibles revenus). L'article a montré au cours d'une année que les dépenses des retraités ont augmenté de 20% avec des pics très élevés pour certains produits qui composent le panier de consommation quotidien, tels que: le pain (+44%), le poulet (+41 %) pour une augmentation moyenne de 19,1% des dépenses liées aux denrées alimentaires (mai 2007-mai 2008). Les coûts énergétiques ont enregistré une augmentation de plus de 12%. Ils ont ensuite enregistré une forte augmentation au cours des 12 derniers mois pour ensuite chuter de manière importante.⁵

En Italie, comme dans d'autres pays, les données sur l'inflation compensent les tendances observées dans les autres biens, y compris les télécommunications et la technologie, qui n'ont qu'une faible incidence sur le panier de consommation des retraités à faible revenu.

La France et le Royaume-Uni sont deux exemples d'un paradigme commun illustrant la nécessité pour tous les pays européens de protéger le pouvoir d'achat des retraités.

Les ajustements des pensions devraient-ils suivre l'évolution des prix? Des salaires?

Un argument pour l'indexation des pensions peut être mis en avant sur base du fait que la consommation des retraités est stable, voire en baisse au fil des ans; il convient de noter que cela se traduit par une détérioration du revenu relatif des retraités et en particulier pour les bénéficiaires de pensions modestes. En fait, l'indexation des pensions sur les prix évince les pensions de la catégorie des revenus moyens, le plus souvent au détriment des tranches de revenus les plus faibles.

Tandis qu'un certain nombre de pays ont adopté des règles pour la revalorisation des pensions qui se rapportent aux prix (Belgique, Grèce, Espagne, France, Italie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Portugal, Royaume-Uni et la Roumanie), d'autres utilisent des indices qui prennent en compte les tendances des prix et des salaires (Bulgarie, République tchèque, l'Estonie, Malte, Chypre, la Hongrie et la Slovaquie) ou principalement des salaires (Danemark, Pays-Bas, Lettonie, Slovaquie, Finlande, Suède et Royaume-Uni). En Allemagne, l'indice est basé sur les salaires et modéré par un facteur de durabilité qui reflète les chan-

⁴ La presse, et plus particulièrement Le Monde et France25 International news, a accordé beaucoup d'importance à cette manifestation

⁵ Cf. Daily Mail, 12 mai 2008

gements en matière du ratio des personnes contribuant au système des pensions et des personnes bénéficiant d'une pension.

En outre, des règles moins favorables que les dispositions sur le salaire minimum par rapport à d'autres prestations de retraite peuvent précipiter la détérioration de la situation des personnes défavorisées et des personnes âgées. Dans la plupart des pays européens, l'adaptation des pensions minimales se fait de la même manière que pour les pensions en général. Dans quelques États membres, l'ajustement du revenu de bien-être social est plus favorable, comme l'augmentation des pensions élevées qui se fait à un rythme lent en Chypre, en Italie, en Lettonie, en Autriche et au Portugal, tandis que dans d'autres, la revalorisation des pensions moins élevées est lente (République tchèque, la Finlande et la Suède) en raison de l'indexation sur les prix, tandis que les pensions en général sont également pondérées avec la tendance des salaires. Cela signifie que de nombreux États membres lient l'augmentation du revenu minimum aux décisions politiques prises de temps à autre en fonction de la disponibilité des ressources et la perception des gouvernements sur les besoins des retraités dans la tranche des faibles revenus.

Il en découle que les prestations de pension minimum sont en fait liées à la condition de pauvreté.

Le maintien du pouvoir d'achat, même lorsqu'il est lié aux prix, est en fait inefficace. Les retraités à bas revenus sont très vulnérables aux décisions politiques concernant le soutien au revenu de pension. L'indexation sur les prix ne garantit aucunement un ajustement adéquat et opportun, mais génère plutôt des tensions sociales ponctuelles, particulièrement en raison de la dynamique inflationniste des cycles économiques qui créent un déséquilibre dans le panier de référence.

Les possibilités de revenus varient des prestations de retraite minimum basées sur le principe du salaire minimum (qui ne vaut pas seulement pour les retraités), aux pensions de la citoyenneté (au sens propre, car le revenu minimum est garanti pour tout les personnes vivant dans la région, généralement de plus de 65 ans), et d'autres formes de revenu minimum. Ces formes de solidarité sociale existent principalement pour profiter aux personnes retraitées.

Les régimes de retraite privés dépendent de mécanismes très différents. Ils sont plus présents dans les tranches de revenus élevés et garantissent une meilleure adéquation des revenus des pensions, attendus et réels, avec le pouvoir d'achat. Étant "liés au marché", ces régimes sont soumis aux pleins effets du marché, dont le facteur de risque. Il est très difficile à évaluer, à ce jour, l'impact que la crise financière actuelle peut avoir sur les revenus des pensions. Les épargnes pension privées et collectives ont contribué au jeu de la spéculation. Il n'y a pas de preuves quant à l'effet qu'a la diversité des fonds de pension sur le comportement du marché financier. Bien que l'on puisse constater une moindre propension à prendre des risques dans l'investissement par les fonds de pension, la portée de la crise financière qui a prévalu aujourd'hui est telle que toutes les formes de prudence en matière d'investissements prennent le dessus, et toutes les formes d'investissement en capital-risque sont pénalisées.

Qu'il soit difficile ou non de tirer l'alarme sur la capacité des fonds de pension à élargir les prestations de retraite, il est probable que le niveau prévu des revenus de retraite dans le futur soit décevant. Réactiver le marché financier pourrait se traduire par un redressement de la rentabilité des caisses de retraite privées. Les décideurs politiques se retrouvent aujourd'hui face à un dilemme sans actions en cours pour palier au problème.

La crise financière qui comprime l'économie réelle touche tout le monde, tandis que les gouvernements doivent recourir à des concessions en raison des ressources limitées à leur



disposition. Allouer des ressources pour le marché financier signifierait détourner des ressources des dépenses sociales ; des ressources qui, directement ou indirectement, peuvent être allouées en faveur de ceux qui sont concernés par la spéculation pour la sécurité sociale complémentaire, qui pourraient créer des difficultés pour les personnes qui content sur une de plus importantes dépenses sociales.

Le choix n'est pas facile ni évident. Dans de nombreux États membres, le nombre de personnes recevant des pensions minimums a été réduit grâce à l'émergence de régimes complémentaires de pension – ce qui confirme que la maturation des systèmes de retraite mixtes bénéficie aux personnes âgées.

La crise financière, cependant, précipitera le conflit des contradictions qui n'ont jamais été résolues : l'emploi intermittent, l'alternance des revenus et la capacité d'épargne, toutes les formes de discrimination sont des facteurs qui déterminent les situations de difficulté généralisée, bien que fragmentée en termes de distribution dans le territoire et dans les différents groupes sociaux. En somme, ces poches de pauvreté sont difficiles à localiser et génèrent des tensions sociales. La crise n'a fait qu'exacerber les contradictions citées ci-dessus.

Il a été dit précédemment dans ce rapport que le potentiel de pouvoir d'achat des pensions n'est pas dissociable de la dynamique des revenus de la vie active, ou de la capacité d'épargne. L'attitude face à l'épargne de la personne en âge de travailler déterminera son attitude face à la consommation dans la phase inactive. C'est une hypothèse qui peut sembler évidente, mais elle ne l'est pas. En ce qui concerne un système de retraite presque exclusivement public, l'épargne pension, ou le report de la consommation vers l'avenir, n'est pas considérée en termes de la capacité à épargner que la capacité de soutien (ou de ressources) que l'État met à la disposition de personnes âgées. Aujourd'hui, la capacité de consommation des personnes âgées, basée sur les revenus des pensions, reflète l'historique de salaire (salaire) de la personne et la capacité d'épargne de l'individu (c'est alors que la solidarité familiale et l'efficacité de l'État-providence entrent en jeu). Comme indiqué dans le rapport de la FERPA⁶, l'accumulation des ressources fournies au soutien de l'épargne-retraite est passé de la dimension publiques à la dimension privée, ou plutôt que les épargnes pour les pensions ont évolué d'une forme de politique sociale – lentement mais suivant des tendances similaires dans les États membres – pour devenir la responsabilité de l'individu – ce qui fait que l'individu doit en assumer la responsabilité, mais est également contraint à perpétuer ses schémas de consommation jusqu'au troisième âge.

L'État ne peut qu'orienter l'épargne des particuliers pour la retraite et les encourage à s'appuyer sur les mécanismes du marché pour accumuler leurs ressources.

En temps de crise financière, la coexistence des piliers des secteurs public et privé n'est pas contestée, bien que le rôle et le développement des caisses d'épargne privées diffèrent énormément d'un pays à l'autre. Dans un certain nombre d'États membres, le développement des pensions privées n'est pas encore achevé, car des décisions courageuses n'ont pas été prises pour traiter le paiement des rentes en particulier.

Les expériences nationales peuvent être classées en quatre catégories différentes qui reflètent une approche fonctionnelle du système des retraites :

- (i) Dans le premier groupe, l'on trouve les pays qui utilisent des fonds privés à petit échelle et qui n'ont pas l'intention de changer, malgré les faibles revenus (comme c'est le cas par exemple en France et en Espagne);

⁶ Rapport de la FERPA, "Le Pouvoir d'achat des pensions en Europe", février 2008

- (ii) Le second groupe est composé d'États membres qui ont toujours donné un rôle à la prévoyance personnelle en matière d'accumulation d'une pension pour l'âge de la retraite (comme le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni), un aspect qui nécessite encore quelques ajustements. Les régimes de retraite avec une méthode de revenus ou les régimes de pension minimum devraient protéger contre le risque de la pauvreté, mais ne peuvent répondre pleinement aux attentes d'un revenu de retraite adéquat dans la mesure où le montant définitif de celui-ci est souvent complétée par des fonds privés afin de parvenir à un effet de remplacement salaire-pension complet;
- (iii) Le troisième groupe comprend un certain nombre d'États membres qui cherchent à redéfinir leurs systèmes de retraite obligatoire en des systèmes privés de pensions obligatoire afin de fournir un revenu de pension préfinancé ainsi qu'une pension qui ne soit pas préfinancée (Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Pologne, Slovaquie et Suède). Il est clair que l'adéquation future des pensions dans ces pays est fondée sur ces régimes (parfois de façon très significative). Ces régimes encouragent une certaine mesure d'espoir car ils contribuent à la prévention de la pauvreté pour les retraités et, par conséquent, visent à fournir un revenu de retraite adéquat;
- (iv) Le quatrième groupe comprend, les États membres avec des modèles de pension fondés sur la rémunération (souvent complétés par des mesures minimales) qui reportent une partie de l'adéquation anticipée des revenus des pensions d'aujourd'hui vers les régimes privés de pension actuels ou futurs.

La capacité de dépense des retraités repose donc sur la capacité d'atteindre un équilibre entre les secteurs public et privé dans la direction des épargnes pour des raisons de pensions et de la prévention de la pauvreté face aux rendements incertains des épargnes en termes de revenus anticipés à long terme. Notre analyse doit donc être davantage soutenue par la capacité du système à transformer les possibilités de dépenses pour les rendre compatibles avec l'évolution du coût de la vie (comme nous l'avons vu, le retraité n'a pas accès à l'éventail des possibilités de revenus auquel ont accès les personnes actives dans le marché travail).

Ce qui est certain, c'est que les possibilités de revenus des retraités varient d'Etat en Etat en raison des différents régimes de retraite.

Il faut souligner, cependant, que les possibilités de revenus des retraités en Europe résultent du système public de retraite, de fonds privés, mais aussi d'autres avantages et de revenus des pensions qui peuvent être combinés à divers degrés dans les différents États membres. **La revendication principale du point de vue des syndicats et de la FERPA est que les décisions stratégiques de chaque système au niveau national doivent toujours prendre en compte la participation et le dialogue avec les partenaires sociaux.**

Il est important que les décisions soient toujours précédées par les comparaisons et la recherche d'un accord qui prenne en compte les différentes facettes des sujets étudiés. **Il serait souhaitable que la Commission Européenne soit présente de manière plus efficace au niveau européen, tout au moins en ce qui concerne les indications communes pour les États membres. Il ne suffit pas que la Commission s'intéresse simplement à l'examen de la comptabilité et du budget par rapports aux engagements de Maastricht.**

Le rapport de la FERPA a démontré que dans les pays de l'UE, le système de retraite est fondée sur le revenu non-préfinancé, tandis que le système privé parvient à couvrir plus d'un tiers du revenu total. Il faut noter qu'il existe de nombreux pays (Grèce, France, Malte,

Luxembourg, Bulgarie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Autriche, Slovénie, Slovaquie, Suède et Roumanie) dans lesquels les pensions privées n'existent pas ou sont totalement marginales. Dans d'autres pays, la proportion du revenu provenant de caisses de retraite privées varie de 5% à 20% : en Belgique (20% des retraités bénéficient des caisses de retraite privées pour environ un quart de la pension nette), en Allemagne (en 2003, environ 7% des revenus des pensions provenait de caisses de retraite collectives d'entreprise et 7% de fonds privés), en Chypre (environ 15% du revenu provenait de caisse de retraite de caisses de retraites collectives d'entreprise), en Finlande (environ 6-7% de l'ensemble des pensions), au Portugal (environ 18% des pensions conférées mais avec une différence de traitement dans les différents secteurs) et en Suède (entre 15 et 20% du revenu total des plus de 66 ans).

Dans d'autres États encore, les fonds privés complètent les revenus des personnes âgées à 20-30%. C'est le cas au Danemark, en Irlande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

Une étude approfondie révèle que les pensions intégrées alimentent les revenus des retraités lorsque ceux-ci ont déjà une pension élevée. Pour les tranches de bas revenus, les formes de revenu intégré sont pratiquement inexistantes.



5. Conclusions

Dans ce rapport, nous avons pu vérifier que la crise actuelle est le résultat d'une période de rapide expansion économique qui a touché l'ensemble de la planète, et qui a souvent profité aux pays et régions en développement. Le point faible de cette éventualité positive a été identifié au niveau de la gouvernance de l'économie. La gouvernance mondiale est à l'état embryonnaire et le laisser-faire s'est peut être avéré être une nécessité plutôt qu'un choix. Il en résulte néanmoins une contraction de l'Etat-providence dans la vie des citoyens au profit du marché, qui s'étend même aux services visant à habiliter les citoyens à avoir une vie décente.

Il est question ici de la "non-gouvernance" de tels phénomènes qui a conduit à dramatiser les différences dans la répartition des richesses entre les riches et les pauvres, et qui a nuit à certaines catégories de citoyens. Les retraités font clairement partie de ces catégories, leurs revenus étant encore fortement liés à la capacité de l'État de redistribuer les ressources vers ses structures de protection sociale. En Europe en particulier, les contraintes budgétaires imposées à l'État ont mené à une réduction de la capacité d'assistance mutuelle qui caractérise le système public des retraites, tandis que les régimes de retraite complémentaires ou intégrés n'ont pas été en mesure de générer une source de revenus qui puisse compenser la diminution de la puissance de d'achat des pensions publiques.

Ce dernier tableau montre que le risque de pauvreté parmi les plus de 65 ans dans l'Union européenne reste inchangé depuis 1996 et que seuls les pays qui ont commencé avec de très mauvaises conditions économiques ont réduit le risque de pauvreté chez les personnes âgées (Grèce, Portugal, Irlande et les nouveaux États membres). Les conditions de vie des personnes âgées dans les pays économiquement vertueux ont demeuré inchangées ou se sont empirées (Allemagne, Hollande, Italie, France). Les pays affichant les meilleurs résultats sont le Danemark et l'Autriche.

En outre, le taux de risque de pauvreté a augmenté de manière générale entre 2006 et 2007.

Tableau 15: Risque de pauvreté des personnes de plus de 65 ans (%)

geo\time	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
UE (27 pays)										19	19	19
UE (25 pays)			18	17	17	16		17	18	19	19	19
UE (15 pays)	20	18	18	17	17	18		19	19	20	20	21
Belgio	25	23	22	22	24	26		23	21	21	23	23
Bulgaria					15	15	14	14	16	18	18	
Repubblica Ceca						6				5	6	5



geo\time	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
► Danimarca						24		21	17	18	17	18
Germania	17	12	12	11	10	12				14	13	17
Estonia					16	18	16	17	20	20	25	33
Irlanda	22	27	33	34	42	44		41	40	33	27	29
Grecia	33	34	35	33	31	33		29	28	28	26	23
Spagna	14	16	15	16	19	22	28	28	30	29	31	28
Francia	18	17	18	19	19	11	10	11	15	16	16	13
Italia	18	17	17	14	13	17			21	23	22	22
Cipro								52		51	52	51
Lettonia					6					21	30	33
Lituania					14	12				17	22	30
Lussemburgo	9	9	9	8	9	7		11	8	7	8	7
Ungheria					8	12	8	10		6	9	6
Malta					20					21	19	21
Olanda	7	4	4	7	6	8	8	7		5	6	10
Austria	21	22	21	24	23	24		16	17	14	16	14
Polonia					8	7				7	8	8
Portogallo	36	37	35	33	33	30			29	28	26	26
Romania					17	19	19	20	17	17	19	19
Slovenia					21	20	19	19		20	20	19
Slovacchia										7	8	8
Finlandia	12	12	16	16	19	18	18	17	17	18	22	22
Svezia						16	15		14	11	12	11
Regno Unito	28	25	25	21	24	27	26	24		26	28	30
Croazia								31				
Turchia							23	21				
Islanda									10	9	10	15
Norvegia								21	19	19	18	14

L'étude, à l'aide de sources officielles telles qu'Eurostat et l'OCDE, et de données offertes indépendamment par les organisations affiliées à la FERPA, nous conduit à affirmer que la perte de pouvoir d'achat des pensions est bien réelle.

Les mécanismes d'ajustement des pensions publiques ne sont pas capables de refléter adéquatement, dans les indices, les effets du coût de la vie sur le comportement réel des retraités.

Il est question ici de l'inefficacité à peine masquée de la croissance économique, rendue des plus évidentes au cours de la période de récession actuelle.

L'emploi intermittent et la pression sur les salaires permettent également d'imaginer un avenir encore plus difficile pour les futurs retraités. Les épargnes pension sont à la baisse, et les pensions complémentaires et intégrées ont trahi la confiance des retraités d'aujourd'hui et de demain. Il devient difficile pour les individus de penser à leur consommation future en raison du cynisme éprouvé face à la spéculation financière, sauf peut-être si de nouveaux mécanismes gouvernementaux plus efficaces et plus participatifs peuvent être mis en place.

Ce paragraphe final a pour vocation d'attirer l'attention sur les sujets de la confiance et du dialogue social.

La confiance qu'accordent les citoyens européens à l'économie du continent est en chute libre. Ce manque de confiance influencera à son tour le comportement des travailleurs et des retraités. La FERPA, avec la Confédération Européenne des Syndicats (CES), s'est engagée à s'assurer que le pouvoir politique intervienne de manière concrète pour fournir un soutien immédiat au pouvoir d'achat des pensions (de paire, bien sûr, avec les salaires). Il s'agit d'induire un comportement vertueux aux institutions et aux personnes par le biais d'un mélange de propositions de politique et d'action législative sur la réforme des systèmes de pension, sans rechercher la durabilité par la contraction des revenus exclusivement. La Commission Européenne doit assumer sa part de responsabilité et la politique monétaire doit être instrumentale à l'accomplissement de ces objectifs. En d'autres termes, le régime fiscal devrait renouveler les éléments de l'assistance mutuelle et mettre en place des critères communs au niveau européen afin d'éviter toutes les formes de dumping social. Il est nécessaire également d'imposer une gestion responsable aux épargnes privées à des fins de pensions afin de garantir les revenus attendus.

Concernant ce dernier point, l'étude a identifié plusieurs tendances différentes dans les pays européens. L'approche de la prévoyance privée est affectée par les différentes philosophies et règles de déontologie qui varient de système en système, et de pays à pays. La recherche d'une formule unique au niveau européen est complexe et il se peut qu'elle ne soit pas non plus nécessaire. Un équilibre social durable pourrait bien être atteint par le biais de différentes recettes, mais cela ne devrait pas décharger les institutions européennes ou nationales, étant donné que les premières sont le résultat des secondes. La nécessité de renforcer la méthode de dialogue social peut certainement être partagée. Comme nous l'avons vu précédemment, le bien-être des retraités d'aujourd'hui et de demain dépendra d'un système complexe de choix qui gère l'ensemble du cours de la vie active. Il s'ensuit que la question des pensions doit figurer dans toutes les décisions qui touchent aux salaires, au marché du travail, la fiscalité du travail et du régime fiscal en générale à la gouvernance des marchés financiers et à la protection de l'épargne. Mais on pourrait aller plus loin; le dialogue social doit rester une priorité et être adopté par tous les centres décisionnels de l'UE, à travers les États. Les organisations représentant les retraités sont en mesure de mener des actions à plusieurs niveaux, et donc d'apporter leurs propres contributions à la gouvernance économique et sociale européenne pour la protection de la qualité de vie des retraités d'aujourd'hui et de demain.



Références bibliographiques

- **FERPA – Pouvoir d’achat des pensions en Europe**, février 2008
- Rogers, Hufbauer, Wada - **PRICE LEVEL CONVERGENCE AND INFLATION IN EUROPE**, 2000
- Le Comité de la Protection Sociale, “**La gestion privée des retraites par capitalisation et leur contribution à des retraites adéquates et viables**”. 2008
- Étude spéciale sur les pensions, **Revenus minimaux pour les personnes âgées et leur contribution à l’adéquation des systèmes de pension**, décembre 2006
- **Base de données et statistiques:** epp.eurostat.ec.europa.eu/
epp.eurostat.ec.europa.eu/



FERPA

Fédération européenne des retraités et personnes âgées

Boulevard du Roi Albert II, n°5 • B-1210 Brussels • Belgium

Tél. +32/2/224.04.42

<http://ferpa.etuc.org>